

Mémoire d'Auschwitz ASBL
présente



BELGIQUE 1914-1945

Parcours de témoins au cœur de la tourmente

Une exposition
présentée par



Mémoire d'Auschwitz ASBL

Avec le soutien de



Introduction

« **B**elgique 1914-1945. **Parcours de témoins au cœur de la tourmente** » commence comme une exposition historique. L'histoire en est le fonds auquel elle a été alimentée pour, à grands traits, reconstituer cette scène qui, de 1914 à 1945, fait subir à l'Europe **deux guerres totales** et, sous le signe de la terreur nazie, la **destruction des Juifs d'Europe**.

Sur cette scène, la Belgique occupe une place centrale, bien que géographiquement périphérique.

Terre occupée immédiatement durant la Première Guerre mondiale, sa population est victime d'exactions sur place, puis déportée en camps. **Terre d'accueil** dès la fin des hostilités, elle devient un des refuges de peuples que l'éclatement des Empires, en 1918, rend plus vulnérables encore qu'ils ne l'étaient auparavant. On s'y réfugie, on espère y trouver une sécurité à la fois économique et politique, y fonder une famille. Bref, après la dévastation de 1914-1918, la Belgique devient une **terre d'espoir**. Peu après, pourtant, **l'histoire bascule** à nouveau dans la terreur, d'abord annoncée par la montée des fascismes en Europe, puis avec la guerre d'Espagne. Enfin, c'est la guerre totale. Et **derrière les fronts qui encerclent l'Europe, les nazis et leurs complices réalisent le génocide des Juifs**.

Mais cette exposition est tout autant mémorielle qu'historique. Elle tâche de répondre à la question : *comment transmettre une histoire qui ne relève pas seulement de la Grande **Histoire**, mais tient aussi à des **expériences** de groupes et d'individus auxquelles nous avons accès par des **témoignages** et des documents qui forment maintenant ce que l'on nomme des **archives** ?*

C'est pourquoi cette exposition retrace **des parcours de témoins exemplaires** aux destins trop souvent brisés par la tourmente de la période la plus criminelle que l'humanité ait jamais connue. **Destin d'une population juive** qui est rattrapée par un nouvel antisémitisme, cette fois-ci radicalement exterminateur, planifié par les nazis. Parmi ces destins, on rencontre également ceux d'individus, Juifs et non-Juifs, qui **entrent en résistance**. Action, contre-propagande et sauvetage.

Parce que la dignité ne supporte pas d'assister passivement à cette « purification ».

« Belgique 1914-1945. Parcours de témoins au cœur de la tourmente » est une exposition à **vocation didactique où l'histoire et la mémoire s'éclairent**, se répondent, se complètent et se portent mutuellement. Chaque panneau livre une synthèse qui s'inscrit dans une continuité qui n'est pas seulement chronologique, mais aussi thématique.

COMMISSAIRE Philippe Mesnard

COMMISSAIRE ADJOINT Sarah Timperman

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Annette Becker (HAR, Nanterre Paris-Ouest et IUF)

Alain Colignon (CEGES/SOMA – Centre d'études et de documentation guerre et sociétés contemporaines, Bruxelles)

Jean-François Forges (Historien, Lyon)

Jean-Philippe Schreiber (ULB – Centre interdisciplinaire d'études des religions et de la laïcité, Bruxelles)

Ina van Looy (CCLJ – Centre communautaire juif laïc, Bruxelles)

Laurence van Ypersele (UCL, Louvain)

CONTRIBUTEURS

Michael Amara (AGR, Bruxelles)

Annette Becker (HAR, Nanterre-Ouest et IUF)

Luis Angel Bernardo y Garcia (AGR, Bruxelles)

Frédéric Crahay (Fondation Auschwitz)

Emmanuel Debruyne (UCL, Louvain)

Juliette Denis (IHTP, Paris)

Jean-François Forges (Historien, Lyon)

Marta Marin Domine (Université W. Laurier, Canada)

Catherine Massange (Fondation pour la mémoire contemporaine – ULB, Bruxelles)

Philippe Mesnard (Fondation Auschwitz)

Anne Roekens (FUNDP – Faculté universitaire Notre Dame de la Paix, Namur)

Fabien Theofilakis (IHTP, Paris)

Sarah Timperman (Fondation Auschwitz)

Ina van Looy (CCLJ, Bruxelles)

Laurence van Ypersele (UCL, Louvain)

Daniel Weysow (Fondation Auschwitz)

REMERCIEMENTS

Angelika Arenz-Morch (NS-Dokumentationszentrum Rheinland-Pfalz/Gedenkstätte KZ Osthofen)

Jean-Marc Finn (CCLJ, Bruxelles)

Janos Frühling (Académie Royale, Bruxelles)

Henri Goldberg (Fondation Auschwitz)

Michel Hérode (Cellule Démocratie ou Barbarie, Bruxelles)

Frédéric Hiernaux (<http://holzminden.free.fr>)

Olivier Hottos (Musée juif de Belgique, Bruxelles)

Bernadette Latinne (Fort mémorial de Huy)

Jérusalem Pierrard (INIG, Institut des vétérans – Institut national des Invalides de Guerre, anciens Combattants et Victimes de Guerre, Bruxelles)

Wojciech Plosa (The State Museum Auschwitz-Birkenau)

Jacques Smits (Territoires de la mémoire, Liège)

Olivier van der Wilt (Fort Breendonk, Willebroek)

Rudi Van Doorslaer (CEGES / SOMA, Bruxelles)

Exodes et réfugiés belges



▲ Réfugiés attendant le bateau pour l'Angleterre.

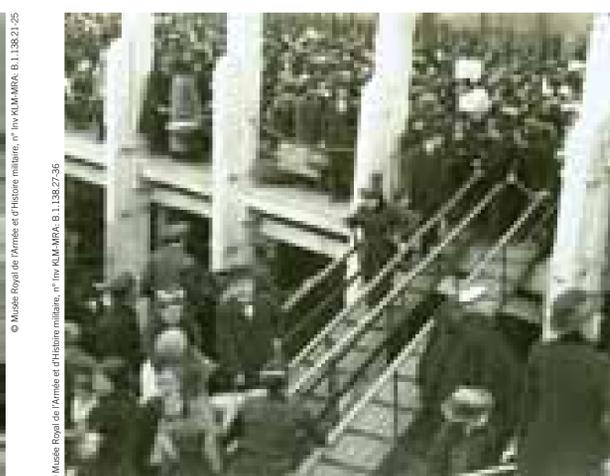


▲ « Fugitifs d'Anvers sur la frontière hollandaise. »

▲ Arrivée de réfugiés belges à La Rochelle.

L'exode des populations civiles que connut la Belgique entre août et octobre 1914 constitua un véritable phénomène de masse. Poussés par la peur des atrocités allemandes et la violence des combats, plus d'un million de Belges franchirent les frontières. Rapidement, beaucoup rentrèrent chez eux mais ils furent tout de même près de 600 000 à faire le choix de l'exil prolongé en se fixant à l'étranger durant toute la durée de la guerre. **Ces exilés formèrent ce qu'on appela la « Belgique de l'Extérieur »,** une immense diaspora répartie aux quatre coins de la France, du Royaume-Uni et des Pays-Bas. Cette communauté de l'exil se dispersa entre Marseille et Amsterdam, Glasgow et Bordeaux. À la fin de la guerre, la France comptait plus de 300 000 réfugiés belges, le Royaume-Uni en abritait près de 200 000, tandis que 100 000 vivaient aux Pays-Bas.

Dans un premier temps, ces réfugiés bénéficièrent d'une action humanitaire sans précédent. Toutefois, cette solidarité fut de courte durée. Dès 1915, beaucoup n'eurent d'autre choix que d'intégrer le monde du travail. Ce faisant, **ils contribuèrent pleinement aux efforts de guerre belge et alliés.** Enfin, quand il s'agit de recruter des hommes pour reconstituer les effectifs de l'armée, c'est vers la diaspora que les autorités belges se tournèrent. Cette présence belge à l'étranger ne fut pas sans susciter des antagonismes économiques et sociaux ni quelques heurts.



▲ Dernier bateau d'Ostende pour le Royaume-Uni.

▲ La Panne (côte belge). En attente d'embarquer.

▲ Communauté belge d'Elisabethville près de Gateshead, County Durham.

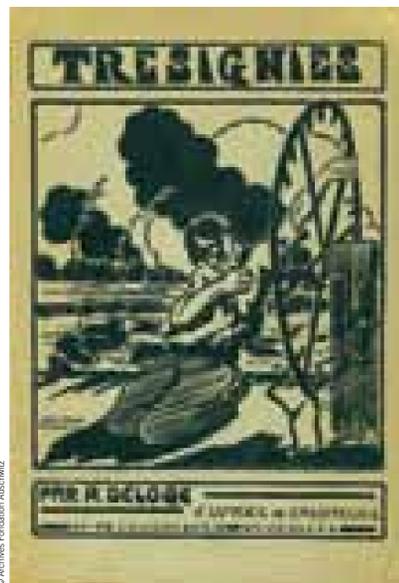


Les violences sur le front

Le 4 août 1914, les troupes allemandes franchissent la frontière belge et violent, de fait, la neutralité du royaume. S'ensuit une guerre de mouvement assez confuse sur le terrain. **Les premières défaites belges incitent le commandement militaire à rassembler ses troupes dans le périmètre de la ville d'Anvers** protégée par plusieurs forts. Depuis Anvers, deux percées seront tentées par les forces belges.

Afin de galvaniser le moral des troupes et de la population, chaque camp se cherche des héros et des martyrs. Ainsi, durant la première percée, le soldat Léon Trésignies est abattu par les Allemands en tentant de faire descendre le pont-bascule qui permet de traverser le canal au lieu dit Pont-Brulé, au nord de Bruxelles. Sa mort peu banale est reprise en exemple par le commandement militaire belge qui l'élève au rang de caporal.

Une seconde tentative belge de percer le front allemand ne sera pas plus fructueuse. Pourtant, **le repli belge vers la côte signe l'arrêt de l'offensive allemande** et fait évoluer la guerre de mouvement en guerre de tranchées, à partir de décembre 1914. Le front s'enlise, à l'Ouest, de la mer du Nord jusqu'à la frontière suisse.



Front : transport d'un blessé de Staden (Flandre occidentale) vers l'arrière – octobre 1918.



Dans le secteur de Bois Grenier, au sud d'Ypres, des soldats anglais portent des masques à gaz de fortune. La bouteille tenue par un des hommes contient probablement de l'hydrosulfite de sodium, un produit permettant de tremper les masques pour les réutiliser.

Dixmude durant la Première Guerre mondiale.



Des soldats anglais blessés par les gaz de combat, près de Béthune.

Le Petit Journal



ATROCITES ALLEMANDES EN BELGIQUE
Exécutions à la mitrailleuse

Le Petit journal, Supplément illustré n° 1303 – 12 décembre 1915.

Les massacres de civils belges et français

Durant la période de guerre de mouvement, quelque 6 500 civils – dont des femmes et des enfants – sont massacrés par les troupes allemandes et plusieurs villes – notamment Louvain et Dinant – quasi détruites. L'Allemagne considère ces tueries comme de justes représailles contre la présence de francs-tireurs et accuse le gouvernement belge d'avoir suscité une levée en masse. À l'inverse, du côté allié, on parle d'atrocités préméditées et révélatrices de la barbarie naturelle de l'ennemi.

Durant toute la guerre et au-delà, cette question restera un thème dominant de la propagande. Car l'enjeu de la Première Guerre mondiale n'est pas seulement économique ou politique, il est aussi et peut-être surtout moral.

En réalité, ces violences n'étaient pas préméditées et les soldats allemands croyaient voir autour d'eux des francs-tireurs. Il est tout aussi évident qu'il n'y a pas eu de levée en masse ni en Belgique ni dans le Nord de la France. La présence de francs-tireurs n'était qu'une légende issue des souvenirs de la guerre de 1870. Mais **cette légende déboucha sur de réels massacres de civils innocents en 1914.**



« Tamines. Cimetière où sont déposées les victimes du 22 août 1914 » – Carte postale.

Les Francs-tireurs – dessin paru dans le *Berliner Illustrierte Zeitung* – « Im Strassenkampf mit Francs-tireurs » – 8 novembre 1914.



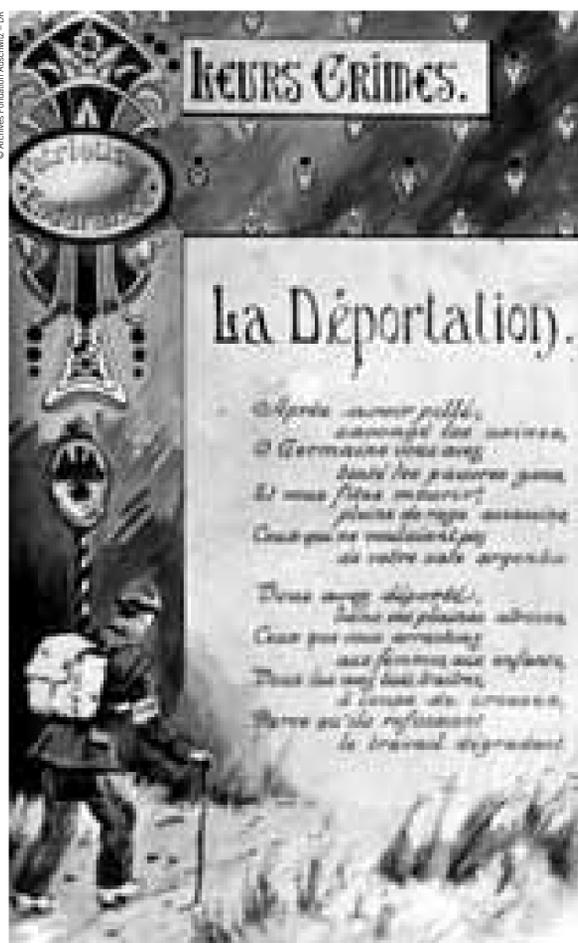
L'internement des populations pendant la Grande Guerre

Déportations, camps et travail forcé

« Prisionniers de Guerre – Les civils. »



© Jean-Pierre Laurens - Archives Fondation Auschwitz



© Archives Fondation Auschwitz - DR

Carte postale.

Les camps d'internement de civils, nommés « camps de concentration », les barbelés, parfois électrifiés, les miradors, appartiennent au paysage de la Grande Guerre.

Déporter, concentrer : deux verbes alors synonymes qui signifient déplacer en vue de mettre au travail, surveiller, voire punir. La détention est administrative et/ou militaire, en aucun cas judiciaire, car les déportés n'ont pas été jugés et condamnés. Si la guerre « ordinaire » est toujours une épreuve due à la séparation d'avec les soldats, l'exaltation de leur héroïsme et de leur lutte pour la patrie peut compenser en partie leurs blessures ou le sacrifice de leur vie. Rien de tout cela **dans le cas des déportés civils, juste la souffrance, d'autant plus prégnante que l'on n'arrive ni à identifier les victimes ni à repérer les différentes formes d'exactions qui les frappent.** Les textes évoquent le « civil capturé » au masculin singulier. Cette indifférenciation des genres réifie les différentes populations concernées.



© Frédéric Drey / Archives Fondation Auschwitz

« Civils français au travail. »

Trois catégories de populations sont internées au cours de la guerre :

- **les étrangers en âge de porter les armes** se trouvant sur le territoire de belligérants désormais en guerre avec leur nation d'origine (*Enemy aliens*). Ainsi, les Allemands se trouvant sur le territoire de la France et vice-versa.
- **Les populations occupées**, femmes, vieillards, enfants, notables, par représailles le plus souvent. Le plus grand camp est celui de Holzminden en Basse-Saxe.
- **Les travailleurs forcés** dans des camps-brigades, sur place, en Belgique ou en France du Nord, ou déportés en Allemagne.

Gesamt-Ansicht - Vue générale.



Situé dans le sud de la Basse-Saxe près de Brunswick, le camp de Holzminden est illustratif. Prévu pour héberger 10 000 détenus, il compte une centaine de baraquements entourés par une enceinte de deux mètres de haut et des miradors. Même si les prisonniers souffrent du froid, de la faim et de l'isolement, les conditions de vie n'y sont pas exécrables ; ils peuvent recevoir du courrier et des colis de nourriture. Les baraquements sont relativement spacieux, bien que les paillasses ne soient pas confortables et les vêtements civils transformés. Par ailleurs, toute une vie sociale s'organise dans le camp : cérémonies religieuses dans une chapelle, cafés, clubs, ateliers, théâtre et orchestre...

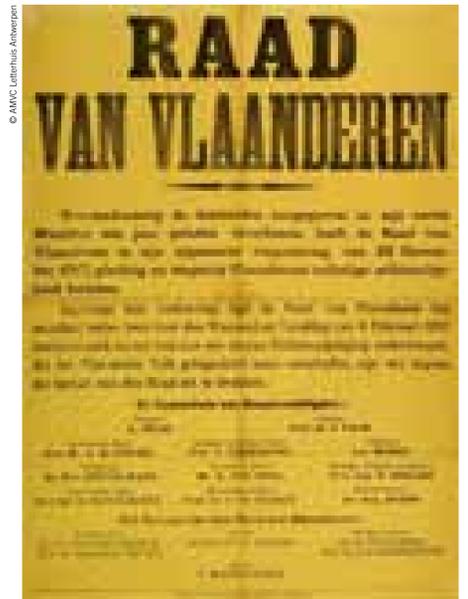


Le camp de Holzminden

☑ Billet en circulation dans le camp de Holzminden. À leur arrivée, les prisonniers recevaient, en échange de leur argent, de la monnaie « locale » utilisable uniquement à l'intérieur du camp.



Patriotisme, résistance et incivisme



Le 4 août 1914, **la violation de la neutralité belge par l'Allemagne suscite un élan patriotique sans précédent.** Désormais, l'âme belge, dont le Roi-Soldat est devenu l'icône, c'est l'Innocence bafouée et la fidélité au Droit, le Courage et l'Honneur, l'Héroïsme et le Martyre. Image d'Épinal, certes. Image dont la propagande alliée s'empare immédiatement, il est vrai. Mais image qui permet aussi d'assumer des réalités de guerre particulièrement pénibles. Car, contre toute attente, la guerre s'éternise. Or, la Belgique est presque totalement occupée. Et **la réalité de l'occupation, c'est la pénurie alimentaire malgré l'aide internationale,** le pillage systématique du pays par l'occupant, l'inquiétude pour les soldats au front et les déportations de main-d'œuvre en 1916.

Le mouvement flamand. Création du Raad van Vlaanderen. Les Flamands manifestent à Anvers – 1917.

Affiche du Raad van Vlaanderen qui appelle à l'indépendance de la Flandre – 22 décembre 1917.

Expédition de la soupe préparée dans les cuisines populaires.



Face à l'occupant, la majorité de la population garde une « distance patriotique » et organise la solidarité. Certains s'engagent même dans la clandestinité au risque de leur vie : presse clandestine, réseaux de renseignements et réseaux d'évasion fleurissent durant toute la guerre. À l'inverse, d'autres profitent de l'occupation pour s'enrichir via le marché noir ou pour collaborer à la « Flamenpolitik » qui vise le démantèlement de l'État belge. Mais les traîtres, comme les héros, ne représentent qu'une faible minorité de Belges. Dans l'ensemble, il a fallu trouver des *modus vivendi* acceptables pour survivre tout en restant digne. À l'évidence, l'expérience de l'occupation ne cadre guère avec l'imaginaire manichéen d'une lutte de la Civilisation contre la Barbarie, du Bien contre le Mal.

Le génocide des Arméniens 1915-1916



1894 – 1896
Massacres hamidiens
(250 000 victimes).

1909
Massacres d'Adana
(30 000 victimes).

Janvier 1915
Massacres d'Arméniens après la
défaite ottomane de Sarikamish.

Février 1915
Les soldats arméniens
de l'armée ottomane sont
désarmés et éliminés.

24 avril 1915
À Constantinople, exécution
de près de 2 000 notables
arméniens (date symbolisant
le déclenchement du génocide).

**De mai à juillet
1915**
Première phase du génocide
(800 000 victimes).

**D'août 1915 à
septembre 1916**
Deuxième phase du génocide
(630 000 victimes).

1998
Le Sénat belge adopte
une résolution reconnaissant
le génocide des Arméniens.

▣ Ouverture d'une fosse commune d'Arméniens victimes
des massacres hamidiens à Erzeroum le 30 octobre 1895.



▣ Pendaison de personnalités arméniennes
à Constantinople.



Les Arméniens sont des citoyens chrétiens de l'Empire ottoman. Après leur prise du pouvoir en 1908, les Jeunes-Turcs prônent un nationalisme radical qui prévoit la réunion de tous les Turcs du Moyen-Orient voire d'Asie. Les Arméniens symbolisent l'ennemi intérieur et constituent un obstacle majeur à ce délire nationaliste. À la faveur de la Première Guerre mondiale, **d'avril 1915 à septembre 1916, environ 1 400 000 Arméniens, femmes, hommes, enfants, vieillards sont exterminés sur une population estimée à 2 millions.** Tandis que les hommes sont assassinés ; les femmes, les enfants et les vieillards sont acheminés, le plus souvent à pied, jusqu'aux déserts syrien et irakien où la plupart disparaîtront sans laisser de trace.

Aujourd'hui, alors qu'il est reconnu par un nombre grandissant de pays et de sujets turcs, la qualification de génocide est rejetée par l'État turc.



▣ Camp de concentration
en Mésopotamie ottomane – 1916.



▣ Orphelins arméniens à l'entrée de
la « Ville des Orphelins » à Alexandropol,
camp de réfugiés géré par le *Near East Relief*.
Après 1918.

La reconnaissance du génocide des Arméniens et la qualification même de « génocide » sont toujours l'objet de débats politiques, de conflits d'opinion, d'enjeux historiographiques, de dénis. Et de négation.

Monuments et commémorations

« **M**orts pour la Patrie », ne cessent de clamer, depuis près d'un siècle, les innombrables monuments aux morts de la Grande Guerre qui parsèment l'Europe. **Ces mots gravés dans le silence de la pierre sont, non pas un cri d'indignation ou de protestation contre la guerre, mais bien une affirmation** de sens arrachée à l'absurdité de la guerre, une légitimation des souffrances endurées et des sacrifices consentis, un cri de triomphe. L'ampleur du mouvement commémoratif qui s'empare de l'Europe témoigne de l'urgence ressentie par les populations belligérantes de conserver la mémoire de cet événement hors norme et de lui conférer un sens héroïque.



☑ Commémoration du massacre de Tamines.



Les communes, le plus souvent sans l'aide de l'État, réagissent rapidement : **l'essentiel des inaugurations de ces monuments se situe entre 1920 et 1924.** Sur ces monuments, le nom de chaque combattant est gravé pour individualiser la mort. À l'inverse, le Soldat Inconnu, cette invention commémorative de la Première Guerre mondiale, se veut une réponse à la violence de la guerre industrielle, à la mort de masse, à l'absence des corps : l'anonymat garantit l'égalité de tous et doit permettre le deuil de chacun. Car sur les champs de bataille, nombre de corps ne sont pas identifiables. Ils resteront donc sur place dans les grands cimetières militaires dont l'alignement rectiligne cherche à apaiser le visiteur et l'inviter à la méditation.



☑☑ Des monuments aux morts, dans chaque ville et village, tentent de représenter l'hécatombe de la guerre. Bien que le modèle de l'héroïsme n'ait plus eu de réalité sous le déluge de feu qui a causé le plus grand nombre de victimes, les autorités en font encore la promotion. En haut, à gauche : Bruxelles, à droite : Lille. En bas à gauche : La Rochelle, à droite : Solferino (Italie).

Explosion de l'Europe, explosion des empires

Manifstation
d'opposants au
Traité de Versailles,
à Berlin.

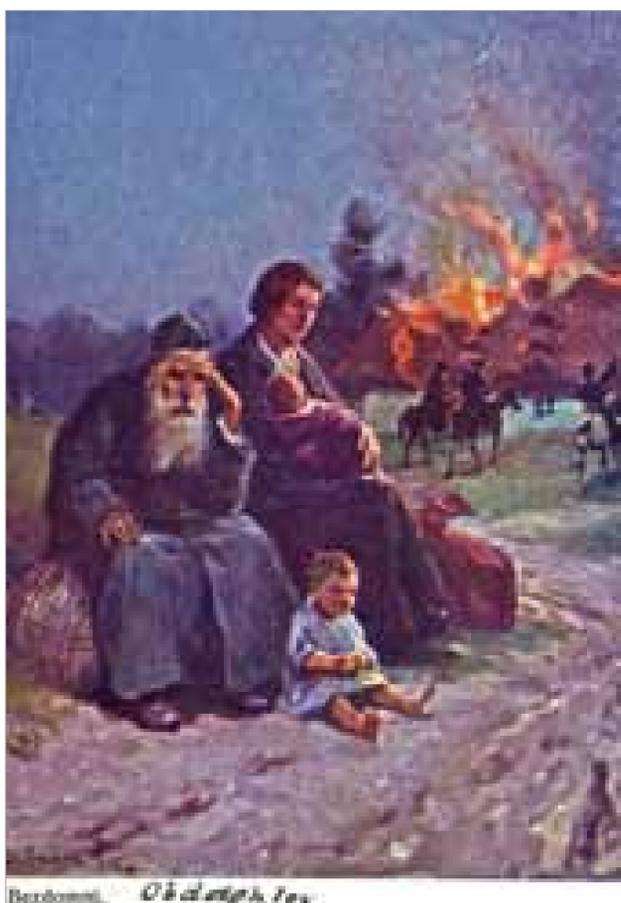


Barricades érigées
par les combattants
révolutionnaires
à Saint-Pétersbourg –
27 février 1917.



- | | | |
|-------------------------------|--------------------------------|-----------------------------|
| HONGRIE Nouveaux États | ANCIENS EMPIRES VAINCUS | |
| Nouvelles frontières | Allemagne | Villes libres |
| Principaux États vainqueurs | Autriche-Hongrie | Zones soumises à plébiscite |
| Ancien empire russe | Empire ottoman | Zones contestées |

Photo d'une carte postale
autrichienne, fin du XIX^e
siècle, avec une inscription
en polonais : « Bezdolni »
et sa traduction en allemand
« Obdachlos » : sans abri.



La recomposition continentale, aspect majeur de la sortie de guerre

Après plusieurs années de guerre totale, les sociétés européennes répondent différemment aux processus de démobilisation et de reconstruction. **La transition de la guerre vers la paix est fortement perturbée par la recomposition territoriale du continent.** Les modifications du tracé des frontières proviennent essentiellement de la disparition des Empires continentaux qui, jusqu'alors, régnaient sur divers peuples dont la recherche d'autonomie et d'indépendance avait suscité révoltes et révolutions depuis 1848. Le conflit mondial accélère le processus historique, parachevant une évolution dont les prémices s'étaient fait sentir depuis plusieurs décennies.

Les traités d'après-guerre : la reconfiguration de la carte politique de l'Europe

La dissolution des empires allemand, austro-hongrois et ottoman est actée par une série de traités de paix de 1919 à 1923. À l'est de l'Europe, c'est le traité de Riga, en 1921, qui entérine la refondation des territoires de l'ancien empire tsariste, renversé par les révolutions de 1917, et ravagés par quatre années de guerre civile. **Ces bouleversements entraînent de nombreux mouvements de population.**



▲ Déploiement de spartakistes armés, en 1919.

▼ Soldats français dans la région de la Ruhr – 1923.



▲ Véhicules blindés et artillerie des Freikorps dans Berlin – Mars 1919.



Les violences politiques en Allemagne ou l'impossible sortie de guerre

Des vaincus, l'Allemagne est le pays qui a le plus de mal à se défaire de la culture de guerre. La république de Weimar, proclamée en novembre 1918, doit affronter une série d'insurrections d'extrême-gauche de janvier à mai 1919.

La violence est entretenue par des groupes d'extrême-droite (*Freikorps*), notamment composés de soldats revenus du front qui entendent désormais combattre « l'ennemi intérieur » – le communiste, le socialiste, le Juif.

Pour faire payer l'Allemagne, la Ruhr est occupée par les troupes franco-belges (1923-1925). L'échec de la résistance civile conduit la jeune République à une politique d'acceptation du traité de Versailles.

Conflits ethniques à l'Est et guerre civile russe

Armée rouge, armées blanches épaulées par des forces occidentales, forces nationalistes et bandes paysannes s'affrontent jusque dans les profondeurs de la Russie. Le conflit s'achève par **la victoire de l'Armée rouge et la création de l'URSS en 1922.**

L'après empire ottoman

Le sursaut national provoqué par le démantèlement de l'empire ottoman conduit un jeune officier, Mustafa Kemal, à déloger les occupants et à **chasser les Grecs d'Asie mineure après plus de deux millénaires de présence.** Les Arméniens avaient été chassés et massacrés entre 1915 et 1917.

Le traité de Lausanne de 1923, qui met fin à la guerre gréco-turque (1919-1922), entérine l'échange de populations : 1,3 million de Grecs quittent l'Asie mineure contre le retour de 385 000 Turcs en Anatolie.



▼ Conflit frontalier entre la Bulgarie et la Grèce, en 1925 : des paysans bulgares se mettent à l'abri.



▼ Entrée des troupes kémalistes à Smyrne. Cavalerie turque et sur le quai, à gauche, des réfugiés grecs avec leurs bagages.

Réfugiés, apatrides et mouvements de population

« La Première Guerre mondiale a fait exploser le concert des nations européennes sans espoir de retour, ce que nulle autre guerre n'avait fait », écrit Hannah Arendt.

La bureaucratie centrale despotique de l'Empire austro-hongrois avait servi à rassembler les communautés et à détourner les unes des autres les haines diffuses et les revendications nationales rivales. Sa disparition provoque un bouleversement sans précédent : **plus de 100 millions d'Européens sont touchés par les modifications politico-démographiques consécutives à la Première Guerre mondiale.**

Désormais, chacun est opposé à quelqu'un d'autre, et surtout contre ses voisins les plus proches – les Slovaques contre les Tchèques, les Croates contre les Serbes, les Ukrainiens contre les Polonais. Déjà victimes de pogroms sous le régime tsariste depuis la fin du XIX^e siècle, **les Juifs se trouvent la cible principale des rancœurs ultranationalistes.** Devenus indésirables dans les pays de l'Europe centrale où leur communauté s'était établie, ils sont généralement mal accueillis en Europe de l'Ouest où ils se réfugient.

PARCOURS DE TÉMOINS



© United States Holocaust Memorial Museum

PAUL HALTER

Paul Halter est né à Genève le 10 octobre 1920. Son père, Joseph Halter, est bundiste (mouvement socialiste juif créé à la fin du XIX^e siècle dans l'Empire russe). Pour cette raison, il quitte la Pologne et s'installe en Suisse avant la Première Guerre mondiale. Il s'installe à Genève où il se marie avec Ryfka Horowitz. Ils auront trois enfants : Marie (qui décède en 1921), Samuel et Paul.



© Archives Fondation Auschwitz

DOUNIA SADOWSKI

Les parents de Dounia Sadowski sont originaires de Zytomir, un village proche d'Odessa. Fuyant la Révolution bolchévique, ils quittent clandestinement la Russie et parviennent en Belgique en mars 1920. Le père est apatride et muni du passeport Nansen. Dounia naît quelques mois plus tard à Bruxelles, en septembre 1920. Deux sœurs naîtront ensuite : Rachel en 1929 et Anne en 1939.



Des réfugiés allemands à bord d'un train dans la région de Krappitz (Pologne), pour échapper à la milice polonaise – 1921.

De nombreux États se dotent les uns après les autres de **lois contre ce que l'on a désormais coutume d'appeler – y compris pour leur qualification juridique – des « indésirables »**. Ainsi, la France en 1915, le Portugal en 1916, la Belgique en 1922, puis en 1934, l'Italie en 1926, l'Égypte en 1926, la Turquie en 1928 conçoivent des lois permettant de dénaturaliser une partie de leur population. En 1927, de nouveau la France menace de dénaturaliser tous ceux de ses nouveaux citoyens qui commettraient des actes contraires à ses intérêts. En 1933, l'Autriche et l'Allemagne font de même. Le décret-loi du 2 mai 1938, dit décret Daladier, autorise les préfets français à assigner à résidence les réfugiés et demandeurs d'asile. Ce décret est à l'origine de l'ouverture des premiers camps en France où se trouveront internés notamment les Espagnols antifranquistes, des Juifs...

PARCOURS DE TÉMOINS



FAMILLE VIDAL SEPHIHA

Une famille judéo-espagnole d'origine turque, en Belgique. David Nissim Sephiha (le père), fuit la Turquie afin d'éviter le service militaire devenu obligatoire (depuis 1908). Arrivé en Belgique en 1910, il rencontre Ester Eskinazi lors de l'Exposition universelle de Gand, avec qui il se marie et fonde une famille.



▲ Réfugiés grecs quittant Smyrne incendiée, en 1922.

▼ Jeune réfugiée du camp de Kowno, pendant la guerre polono-soviétique – 1920.



▲ Réfugiés en attente de distribution de denrées alimentaires, Rue Neuve, à Bruxelles – 1924.



▲ Octobre 1929 – Arrivée de réfugiés germano-russes au camp de transit de Hammerstein en Poméranie.

Les dictatures européennes

Aux sources de l'instabilité politique

Différemment selon les vainqueurs et les vaincus, selon les cultures nationales, la crise politique traduit l'essoufflement des régimes parlementaires à s'enraciner dans des États sans tradition démocratique et à faire face à l'affirmation du nationalisme. Les crises socio-économiques continuent à bousculer les équilibres sociaux, alors que les solutions de l'État libéral apparaissent inefficaces. Le basculement dans la dictature et la répression semble alors pallier les défaillances du politique. L'Italie connaît un bouleversement de cette sorte avec l'accession au pouvoir de Mussolini et des fascistes le 31 octobre 1922.

Radicalisations politiques : URSS et Allemagne

En URSS, la **collectivisation** des terres constitue à partir de 1928 l'épisode le plus violent du « **Grand tournant** » **stalinien**. Elle suscite une quasi-guerre civile dans les campagnes et des famines terribles provoquant la mort de centaines de milliers de personnes.

En Allemagne, l'accession au pouvoir d'Hitler en janvier 1933 entraîne la « **mise au pas** » (**Gleichschaltung**) de la société : ouverture du camp de concentration de Dachau, création du Front du travail, développement des organisations de jeunesse, contrôle de la culture et de l'information...



Portrait réalisé en 1927 dans les studios d'Heinrich Hoffmann, photographe officiel d'Hitler.

Mussolini s'adresse aux habitants de Rome depuis le balcon du Palazzo Venezia.



L'Allemagne nazie et l'URSS stalinienne développent des systèmes répressifs qui en viennent tous à constituer des « États dans l'État ». En URSS, l'impératif de « rééducation par le travail » s'est mué en la gigantesque nébuleuse du Goulag, caractérisée par un maillage de camps et de colonies spéciales dans lesquels des catégories entières de population sont reléguées. Les nazis ouvrent dès mars 1933 des dizaines de camps sauvages alors destinés aux citoyens du Reich.

La propagation dictatoriale

Les victoires de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie, la peur du communisme et l'échec des réactions de l'État libéral à la crise économique et politique nourrissent la déferlante de nouveaux régimes nationalistes, ou de tournants droitistes en Europe centrale, orientale et méridionale. La montée du nationalisme et de ses manifestations antisémites touchent ainsi la Hongrie ou la Pologne, dans lesquelles le pouvoir démocratique est rapidement confisqué par des militaires (Horthy [Hongrie] instaure un régime semi-autoritaire en 1921 ; Pilsudsky [Pologne] instaure un régime autoritaire en 1926). Au sud de l'Europe, la démocratie du nouveau royaume des Serbes, Croates, Slovènes, créé en 1918, succombe aux tensions ethniques et idéologiques de la fin des années 1920. Les régimes roumain et hongrois appliquent alors, dans les années 1930, une politique raciale bien plus radicale que l'Italie fasciste.



- Pays devenu une dictature
- 1920 Début de la dictature
- Pays démocratique
- Pays communiste

L'immigration juive en Belgique

L'exemple du quartier des Marolles, à Bruxelles

☑ Une chambre de tailleur à domicile à Bruxelles, 1910.

© Archives de la Ville de Bruxelles



☑ Vue d'avant-guerre de l'Impasse de Varsovie, 186 rue Haute, à Bruxelles. Au fond, le Palais de Justice.



© Archives de l'Académie Royale de Belgique, Bibliothèque d'histoire locale de Daxo

Les habitants de ce vieux quartier populaire de Bruxelles se montrent accueillants envers les plus déshérités. La période qui nous concerne absorba essentiellement deux vagues d'immigrants juifs. La première, au tournant du XX^e siècle, fut essentiellement composée de Russes, d'Ukrainiens et de Polonais fuyant les pogroms commis sous le régime du Tsar. La seconde, en sus des populations provenant des pays d'Europe centrale, compta en majorité des Juifs allemands et autrichiens qui tentèrent d'échapper au nazisme dès les années trente. Notons que nombre d'Espagnols, fuyant la guerre civile puis la dictature franquiste, trouvèrent également refuge dans ce quartier élargi à ceux jouxtant la gare du Midi.

PARCOURS DE TÉMOINS



© Archives Fondation Auschwitz

☑ Famille Halter devant son magasin (Chaussée d'Anvers à Bruxelles).

☑ Joseph Halter. Septembre 1934.



© Archives Fondation Auschwitz

PAUL HALTER

En 1920, la famille quitte la Suisse pour s'installer en Belgique où elle tiendra un magasin d'horlogerie-bijouterie, chaussée d'Anvers. Très engagé politiquement, Paul Halter devient un des responsables du mouvement de jeunesse des Faucons Rouges de la région de Bruxelles.

☑ Magasin de confection pour hommes de Charles Friedman, Au Progrès, dans la rue des Tanneurs – Années 1930.



Les artisans vivaient au jour le jour et logeaient dans des chambres sommaires. Les plus débrouillards démarraient une activité commerciale à domicile, le plus souvent dans le travail du cuir (tanneurs, maroquiniers) ou de la confection (tailleurs, chapeliers), ou présentaient des articles au Vieux Marché.

PARCOURS DE TÉMOINS



HAÏM VIDAL SEPHIHA

David Nissim Sephiha et son épouse sont réparateurs de tapis et, en 1913, ils s'installent à leur compte à Bruxelles (rue Théodore Verhaegen). Ils ont six enfants : Élise, Adèle, Germaine, Albert, Haïm Vidal et Jacques. Haïm Vidal Sephiha est né à Bruxelles le 28 janvier 1923. La famille est semi pratiquante (les grandes fêtes juives sont respectées) et on y parle le judéo-espagnol et le français. Le père est actif au sein de la communauté sépharade de Bruxelles. En 1938, Haïm Vidal Sephiha acquiert la nationalité belge (ses parents sont turcs).



☑ ☑ Papier à en-tête de la manufacture de chapeaux des parents. Lettre à Saint Nicolas.

☑ Certificat d'identité du père : document à l'usage des réfugiés russes (Passeport Nansen) fourni par le ministère belge des Affaires étrangères.

DOUNIA SADOWSKI

Le père de Dounia Sadowski trouve un emploi dans une fabrique de sellerie. Par la suite, les parents s'installent à leur compte et montent une fabrique de chapeaux rue De Meesman à Anderlecht. Dounia fréquente le Lycée Jacquain et entre au Conservatoire à huit ans. Par la suite, elle abandonne le Conservatoire et suit des cours d'art dramatique.

Le pacifisme



▣ Congrès du Rassemblement Universel pour la Paix (RUP) à Bruxelles, en 1936.

▣ Tract anti-Rex du Comité des Femmes contre la Guerre.



▣ Société des Nations, intérieur de la salle, les délégations anglaise et française – 1924.

Le traumatisme consécutif au premier conflit mondial amène à un profond refus de la guerre et voit le développement de nombreux mouvements pacifistes dans les années 1920, y compris en Belgique.

Les anciens combattants apportent leur caution morale au sentiment pacifiste et des associations rassemblent des citoyens de tous horizons (surtout de gauche).

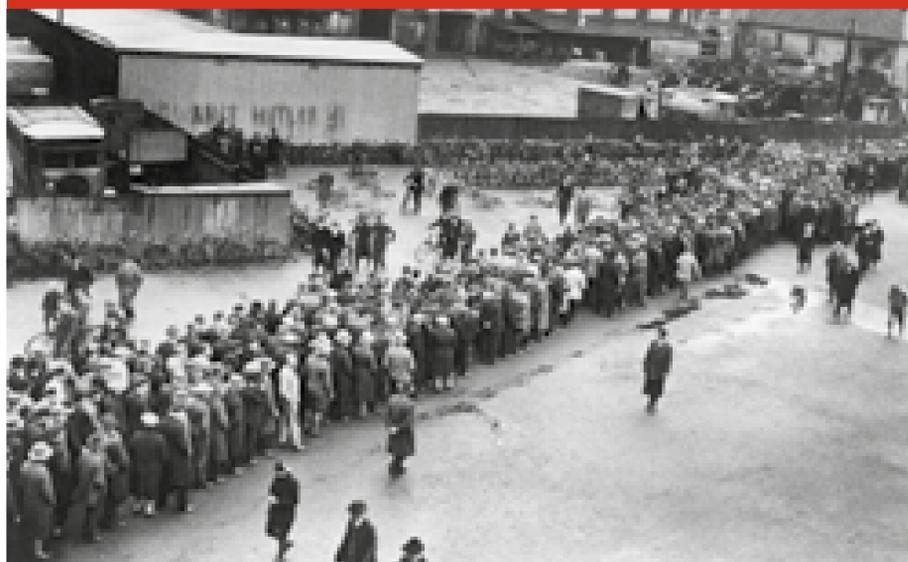
Au niveau international, la Société des Nations est créée en 1919 selon le principe, énoncé par le président américain Woodrow Wilson, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Dans les années 1930, le mouvement pacifiste s'attache essentiellement à la lutte contre le fascisme et les organisations internationales pacifistes et antifascistes se multiplient. La priorité devient très rapidement la lutte contre les régimes de terreur politique d'extrême droite nés des bouleversements de l'après Première Guerre mondiale.



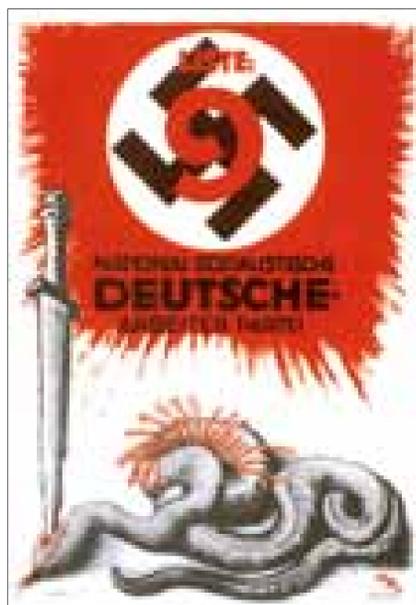
▣ Une délégation du Comité mondial des Femmes contre la guerre et le fascisme à Madrid. De gauche à droite : Clara Malraux, Marthe Huysmans, fille du bourgmestre d'Anvers, Margarita Nelken et Bernadette Cattaneo, secrétaire du Comité mondial des Femmes contre la guerre et le fascisme.

La montée du national- socialisme et la prise du pouvoir par Hitler



File d'attente de chômeurs devant un bureau d'embauche à Hanovre. Sur le mur, à l'arrière-plan, est écrit : « Votez Hitler ».

Opposants politiques des nazis, gardés par des SA (Sturmabteilung, sections d'assaut), obligés de nettoyer des slogans anti-hitlériens sur un mur peu après l'accession au pouvoir d'Hitler.



Vers la totalité du pouvoir

Hitler décide alors de nouvelles élections. L'incendie du Reichstag, le 27 février 1933, est l'occasion d'accuser les communistes de vouloir détruire l'État. La plupart de ses dirigeants sont arrêtés et le parti est interdit.

Malgré la puissance de la propagande, le parti national-socialiste n'obtient que 44 % des voix. Mais le Zentrum (catholique) vote avec les députés hitlériens les pleins pouvoirs à Hitler, le 23 mars 1933. Tous les partis sont interdits. Les derniers ennemis sont liquidés au cours de la Nuit des longs couteaux (juin 1934), particulièrement les chefs SA qui voulaient continuer la révolution.

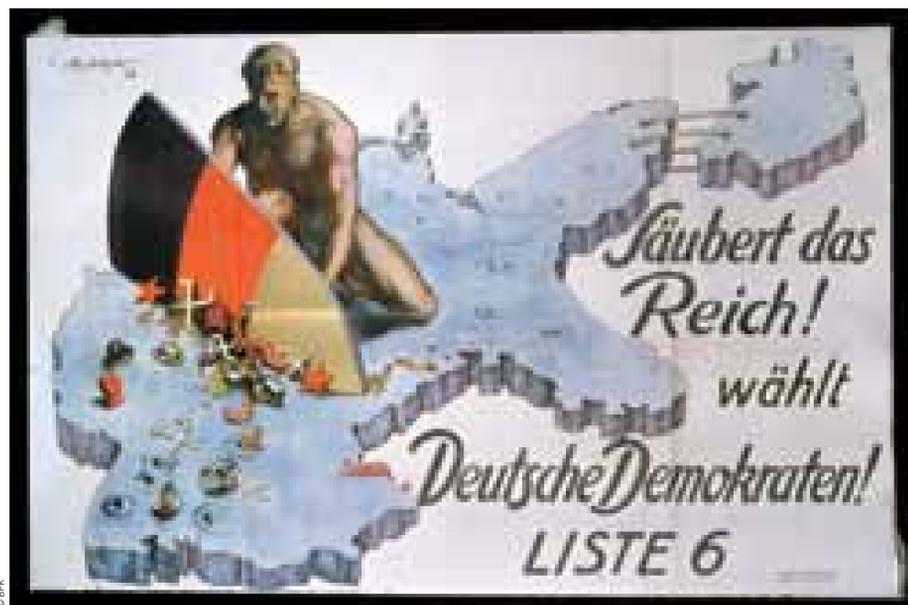


L'incroyable ascension du Führer

Après l'échec de la prise de pouvoir de novembre 1923, Hitler devient chancelier le 30 janvier 1933. La crise de 1929 entraîne la faillite de plusieurs banques allemandes et l'écroulement de l'économie. L'inflation est dramatique. Le chômage touche 6 millions de personnes en 1933. **La crise provoque la remontée politique des extrémistes nazis et communistes.** Le déclassement social et la peur du communisme rallient à Hitler beaucoup d'anciens modérés.

Affiche antisémite du parti nazi pour les élections législatives. Les nazis désignent les Juifs comme responsables de tous les problèmes de l'Allemagne.

Affiche électorale du DDP (Deutsche Demokratische Partei) pour les élections législatives de 1928 : « Nettoie le Reich! Vote Deutsche Demokraten! »



Des SA défilent devant la Porte de Brandebourg, à Berlin, en 1934.

L'idéologie nationale-socialiste



Jeunes gymnastes incarnant l'idéal aryen de force et de pureté.

Il n'y a pas de véritable construction intellectuelle de l'idéologie nazie. On peut cependant dégager trois lignes de force (dans une idéologie surtout négative).

Ein Volk, un peuple, une race

Il existe un « peuple des seigneurs ». Les Allemands, censés correspondre au type supérieur « nordique », en sont les représentants et ont ainsi le droit moral de dominer le monde. Ceux qui menacent la pureté sociale doivent disparaître : les Juifs, les handicapés, les asociaux dont les Tsiganes, les homosexuels. L'antisémitisme a une place centrale et obsessionnelle.

Ein Reich, un empire

Le Reich doit réunir tous les Allemands dans un espace vital à conquérir sur les autres peuples. Il doit être centralisé et capable de vivre en autarcie. Le capitalisme allemand s'accorde avec une planification quadriennale qui sauvegarde les profits tirés de l'expansion et, ultérieurement, de l'exploitation de la main-d'œuvre concentrationnaire.

Ein Führer, un guide

Le *Führerprinzip* est étroitement lié à l'idéologie de la race. Chaque Allemand fait nécessairement partie d'un groupe dirigé par un *Führer*. Chaque chef est lui-même soumis à l'autorité d'un supérieur. Le seul qui n'a pas de chef se trouve au sommet de la hiérarchie, au moins théoriquement, Hitler lui-même.

À l'exposition nazie de propagande antijuive *Der ewige Jude* (« Le Juif éternel »), un stand affiche les « caractéristiques extérieures typiques du Juif » – Munich, Allemagne, 1937.



Les premiers camps de concentration



© Universal History Archives / Getty Images

L'aube des camps dans le contexte colonial

Dès son invention aux États-Unis en 1874, le fil de fer barbelé fut produit de façon industrielle et trouva une utilisation courante dans l'érection de clôtures destinées à confiner le bétail dans un espace délimité. Cette application fut rapidement mise en œuvre avec des humains. Il était dorénavant possible d'emprisonner un grand nombre de personnes, chose qui était plus limitée du temps des prisons plus classiques.

Les premiers camps de concentration sont apparus lors de divers conflits qui eurent lieu durant la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle.

Le terme de concentration est venu des Espagnols (*reconcentración*) qui ont fait usage de ce type de camps durant la Guerre d'indépendance de Cuba (1895-1898) et qui se solda par l'indépendance de ce pays en 1902. Ce fut toutefois en Afrique du Sud, durant la Guerre du Transvaal de 1899 à 1902, que le terme de « camp de concentration » fut utilisé pour la première fois. Cette guerre opposa les troupes britanniques aux fermiers Boers, et ici encore, la tactique était la même : enfermer les femmes, les enfants et les vieillards des Boers dans des camps, afin d'avoir un moyen de pression sur cette guérilla, difficile à combattre avec des troupes classiques, bien que supérieures en nombre.

☑ Afrique du Sud. Seconde Guerre des Boers, 1899-1902 : Camp de Bloemfontein.



© O. Aig / Bundesarchiv



☑ Camp sauvage dans une usine fermée par la crise. Entrée principale du camp de concentration d'Osthofen – avril 1935.

© NS-Dokumentationszentrum Rheinland-Pfalz / Gemeindefürsorge KZ Osthofen

☑ Sous la surveillance des SA, un groupe de leaders socialistes arrive au camp de Kislau, l'un des tout premiers camps de concentration.



© DR

☑ Camp de concentration SA d'Oranienburg.

❑ Beaucoup des premiers camps étaient improvisés. Ici, on procède à l'appel des détenus politiques à bord d'un bateau utilisé en tant que camp de concentration flottant – Camp d'Ochstumsand, près de Brême, 1933 ou 1934.



© Stahlschiff Bremen

Les camps « sauvages » du début du régime nazi

Dès le début des années 1920, les chefs nationaux-socialistes avaient menacé : s'ils arrivaient un jour au pouvoir, ils emprisonneraient leurs opposants dans des « camps de concentration ». Quand les arrestations de masse commencèrent début mars 1933, des prisons de fortune furent créées dans différents lieux : des châteaux vides, des prisons et des ateliers ou encore dans des caves, des salles de gymnastique, des châteaux d'eau, des granges et des bowlings. Peu après, des unités de la SA, de la SS, parfois du « Stahlhelm » et la police ont commencé à établir les premiers camps de concentration qui ont permis d'interner de plusieurs centaines à plusieurs milliers de prisonniers. **Dès la prise du pouvoir par Hitler, les SA créent une quarantaine de centres de détention hors de tout contrôle**, dans lesquels les détenus sont soumis à une violence extrême dont s'inquiète Franz Gürtner, le ministre de la Justice de Hitler. Un camp est créé à Oranienburg, dans une ancienne brasserie, le 21 mars 1933 et à Dachau, le 31 mars. Dès le 11 avril, l'administration des camps est transférée de la SA à la SS de Himmler. C'est à Dachau que sont jetées les bases du système concentrationnaire : d'une part la surveillance et les punitions visant à briser les forces psychologiques et physiques des détenus et à empêcher toute révolte, d'autre part l'endoctrinement systématique des gardiens.



© O. Ang / Bundesarchiv

❑ Camp de Sachsenhausen.



© O. Ang / Bundesarchiv

❑ Camp de Dachau – 24 mai 1933.

La guerre d'Espagne



La guerre d'Espagne (1936-1939) oppose les « nationalistes » : la Phalange, d'obédience fasciste, l'Église catholique et une partie de l'armée, au « Frente Popular » rassemblant les républicains, les communistes, les socialistes et les anarchistes. Les 17 et 18 juillet 1936 a lieu le soulèvement des garnisons espagnoles situées au Maroc sous le commandement de Francisco Franco. Le 5 août, Franco et ses troupes traversent le détroit de Gibraltar et, en novembre 1936, attaquent Madrid qu'ils ne parviennent pas à soumettre. Le pays est coupé en deux zones.

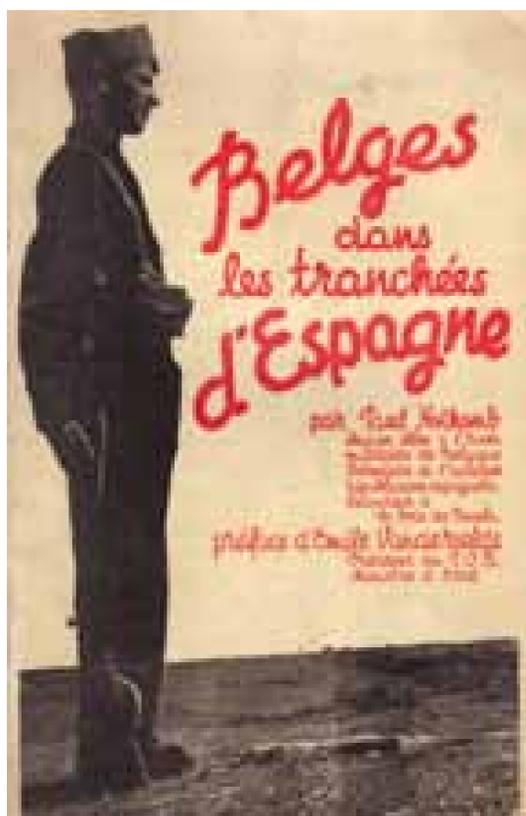
Les nationalistes obtiennent vite l'appui de Mussolini et d'Hitler, alors que les républicains sont confrontés au pacte de « non-intervention » proposé par Léon Blum le 3 septembre 1937 et signé par 27 pays incluant l'Allemagne, l'Italie et l'URSS. Néanmoins, l'Italie envoie un important corps expéditionnaire. Et **le 26 avril 1937, l'Allemagne nazie bombarde la ville de Guernica. Pour la première fois, des civils sont une cible intentionnelle.** L'Espagne devient un laboratoire pour Hitler en prévision de la Seconde Guerre mondiale. L'URSS intervient en faveur des républicains et soutient la création des Brigades internationales.

En novembre 1938, les républicains perdent la bataille de l'Èbre ce qui précipite leur défaite. La guerre est terminée en avril 1939 : Franco impose sa dictature jusqu'à sa mort, le 20 novembre 1975.



▲ **Aixafem el feixisme** (« Écrasons le Fascisme »), célèbre affiche de Pere Català Pic : une simple espadrille piétinant une croix gammée synthétise le message que veut transmettre la propagande républicaine.

▼ **Barcelone** : soldats républicains lisant des affiches appelant les femmes à prendre les armes.



▲ Une foule de réfugiés espagnols au Perthus, près de Perpignan, en France.

Le bilan : environ 400 000 victimes des combats et 300 000 supplémentaires de malnutrition et d'épidémies. Un exode massif de 500 000 personnes.

Environ 13 000 républicains espagnols exilés en France s'engagent dans la résistance, la plupart sont déportés dans les camps nazis.

◻ De nombreux intellectuels et militants belges apportent leur soutien à la cause républicaine. Parmi ceux-ci, le romancier et philosophe Paul Nothomb qui rédige cette brochure préfacée par Emile Vandervelde, ministre socialiste et président du Parti Ouvrier Belge.

Autoritarisme et contestations en Belgique



▣ Légion nationale, 1935-1938.

▣ Vlaams Nationaal Verbond ou VNV. Ce parti nationaliste flamand fondé le 8 octobre 1933 par Staf De Clercq, obtint aux élections du 24 mai 1936 16 sièges à la Chambre des représentants, et 17 % des voix en Flandre aux élections de 1939. Ce parti se lança, pendant la guerre, dans la collaboration politique avec l'occupant nazi.



▣ Léon Degrelle, fondateur et chef de Rex, 1935-1937.

L'autoritarisme en Belgique

Dans toute l'Europe, les idées et les mouvements autoritaires acquièrent, dans les années 1920-1930, une place de plus en plus importante dans la vie sociale et politique. C'est également le cas en Belgique où la **Légion Nationale Belge** est le premier mouvement fasciste ; fondée en 1922 par Paul Hoornaert, elle prend exemple sur le fascisme italien. Ce mouvement est anticommuniste, antisémite, patriotique, belgiciste et royaliste.

Sous l'impulsion de Léon Degrelle, **Rex** naît au début des années 1930 en tant que cercle d'étudiants catholiques. Celui-ci évoluera vers un parti politique aux sympathies fascistes et au programme autoritaire et anticommuniste.

Joris Van Severen fonde en 1931 le **Verdinaso (Verbond van Dietsche Nationaal-solidaristen)**. Ce mouvement aspire à une société autoritaire et corporatiste. Il est anticapitaliste, antidémocratique, antisémite et anticommuniste. À l'origine, il militait pour un État ségrégationniste thiois, puis il se présentera comme nationaliste belge.

Sous la conduite de Staf De Clercq, le **Vlaams Nationaal Verbond (VNV)** rassemblera, à partir de 1933, une série de partis et groupuscules nationalistes flamands. Ce mouvement se nourrit lui aussi d'idées autoritaires, anticapitalistes et anticommunistes. Il revendique également la création d'un État thiois regroupant les Pays-Bas, la Flandre belge et, éventuellement, la Flandre française.



Document provenant de groupements antifascistes et antimilitaristes.



Grèves à Liège en 1936. Sur le mur : « Mineurs en grève avec Charleroi ».

Acceptation sociale de l'autoritarisme et du racisme

Les idées autoritaires n'existent pas uniquement dans les partis ou groupements extrémistes. Elles sont acceptées et portées par différents milieux dans les années 1920-1930. C'est notamment le cas au sein de l'armée et dans les associations d'anciens combattants.

Les partis comme Rex et le VNV peuvent compter sur le soutien des petits commerçants qui se sentent menacés par l'émergence des grands magasins et des colporteurs (étrangers).

L'Église met en garde contre tout ce qui va à l'encontre de la doctrine catholique : libéralisme, socialisme et communisme. Le Roi Léopold III reconnaît les limites de son pouvoir constitutionnel, mais il émet des réticences face au régime parlementaire et souhaite que le gouvernement établisse un régime fort.

Agitation politique et sociale en Belgique : les élections de 1936

Les élections législatives de 1936 amènent un glissement dans le paysage politique : le bloc catholique prend davantage en compte qu'auparavant les petits commerçants et les ouvriers, tandis que le Parti ouvrier belge (POB) – qui se trouve sous l'influence d'Henri de Man et de son Plan – glisse à droite.

Les idées autoritaires du VNV et de Rex plaisent à une part importante de la classe moyenne. À gauche, le Parti communiste belge (PCB) essaye d'obtenir l'appui des ouvriers. Les électeurs se détournent des partis traditionnels.

La grève de 1936 et les réformes sociales

La grève générale de 1936 éclate après une légère reprise durant la grande crise des années 1930. Elle commence au port d'Anvers et gagne l'industrie diamantaire. Elle s'étend ensuite à Liège avec l'occupation de la Fabrique Nationale à Herstal et dans le Borinage. Les manifestations sont réprimées avec violence par la police.

Journées nationales du Verdinaso (1934-1935).



Réunion de Rex à Bruges, en janvier 1936.





© NIOD

▣ Défilé de l'armée allemande sous les saluts nazis de la population, dans les Sudètes.

La politique d'expansion allemande de 1933 à 1939

Hitler tente une première fois d'annexer l'Autriche après l'assassinat du chancelier Dollfuss (juillet 1934). Un plébiscite triomphal lui permet d'annexer la Sarre (janvier 1935). Puis, en violation du traité de Versailles, il décide de la création d'une armée fondée sur le service obligatoire et la fait pénétrer en Rhénanie, jusque-là démilitarisée (mars 1936). En mars 1938, **Hitler annexe l'Autriche. Il profite de la passivité des démocraties pour annexer la région des Sudètes** (Munich, 29-30 septembre 1938), puis les provinces tchèques de Bohême et Moravie (mars 1939). Hitler renforce son alliance avec l'Italie (Pacte d'acier, mai 1939) et signe avec l'URSS un pacte de non-agression (22 août 1939). Il peut alors attaquer la Pologne, entraînant l'Europe, puis le monde, dans la guerre.

Le plan général de l'Est

La conquête de l'espace vital allemand implique de **chasser les habitants des territoires conquis à l'Est pour les remplacer par des colons allemands**. Dans l'est de la Pologne, les habitants légitimes expulsés sont classés selon leurs qualités raciales entre ceux qui peuvent être germanisés, ceux qui seront les esclaves des Allemands et les Juifs qu'il s'agit d'éliminer systématiquement.

▣ Des Juifs, arrêtés au cours de la Nuit de cristal, sont gardés avant d'être déportés vers le camp de concentration de Sachsenhausen – Zeven, Allemagne, 10 novembre 1938.



© Bildarchiv Preussischer Kulturbesitz

L'expansion territoriale et les persécutions contre les Juifs



© Bildarchiv Preussischer Kulturbesitz

▣ La synagogue de Boerneplatz en flammes au cours de la Nuit de Cristal – Francfort sur le Main, Allemagne, 10 novembre 1938.

Exactions et persécutions contre les Juifs

Parallèlement à cette politique d'expansion, les nazis mèneront des campagnes antisémites qui aboutiront à la planification génocidaire.

Priver les Juifs de moyens d'existence : « aryansisations ».

À partir de janvier 1933, les Juifs sont privés de leurs moyens d'existence par une série d'interdictions professionnelles et la vente des commerces et des entreprises à des « Aryens ».

Les lois de Nuremberg, 15 septembre 1935. Au terme du congrès du parti à Nuremberg, les Juifs sont privés de leur citoyenneté. Les mariages et les relations sexuelles entre Juifs et Allemands non juifs sont interdits.

La Nuit de Cristal, 9-10 novembre 1938. La violence physique se déchaîne dans la nuit du 9 au 10 novembre : assassinats et destructions des synagogues et des biens des Juifs. Les lois antisémites deviennent de plus en plus sévères à la veille de la guerre.



© PD/United States Holocaust Memorial Museum

▣ Des hommes et femmes juifs sont contraints par des membres des Jeunesses hitlériennes de nettoyer les trottoirs de Vienne.

La Belgique occupée



▲ Troupes allemandes défilant devant le Palais Royal, à Bruxelles.



▲ Réfugiés sur la route de l'Exode, en mai 1940.

PARCOURS DE TÉMOINS

▼ Dounia Sadowski sur les planches.



DOUNIA SADOWSKI

À la suite de l'invasion allemande en mai 1940, la famille prend la route de l'exil pour le sud de la France (à Labarthe-Inard, en Midi-Pyrénées) où ils sont logés chez l'habitant. Après quatre mois, la famille revient à Bruxelles et les parents relancent l'activité de leur manufacture de chapeaux. Celle-ci occupe cinq à six personnes. La vie reprend normalement, Dounia est comédienne professionnelle, jouit d'une certaine notoriété et joue notamment au Théâtre des Galeries et au Théâtre Royal du Parc.

Le 10 mai 1940, les troupes allemandes envahissent la Belgique. En quelques jours, entre un million et demi et deux millions de Belges se jettent sur les routes, espérant trouver refuge dans le Sud.

Quelques jours après la capitulation de son armée, la Belgique est placée sous administration militaire allemande, dirigée par le général Alexander von Falkenhausen. Le gouvernement belge quitte la Belgique dès le 16 mai 1940, laissant les ministères aux mains des secrétaires généraux. Ceux-ci optent pour la « politique du moindre mal », espérant ainsi défendre au mieux les intérêts de la population belge, en particulier l'approvisionnement du pays.

Les années d'occupation offrent en Belgique le même visage que dans les autres pays occupés : collaboration, résistance, répression, déportation. Mais pour la majorité des gens, l'occupation est surtout marquée par les pénuries alimentaires, auxquelles s'ajoutent la peur des arrestations arbitraires et du travail obligatoire qui affecte profondément la population.



▲ Comme de nombreux Juifs persécutés, Heinrich Fallmann fuit la Belgique et se réfugie dans un petit village du Sud de la France qui restera ladite « zone libre » jusqu'en novembre 1942. Il sera rattrapé par la traque aux Juifs que lancent de concert les nazis et les collaborateurs français.

❑ Carte postale du Secours d'hiver : « distribution de charbon ». Le Secours d'hiver est – avec la Croix-Rouge – la principale institution caritative durant l'Occupation en Belgique. Il est chargé de répartir des fonds et coordonner l'action sociale envers les nécessiteux.



❑ Parc du Cinquantenaire (Bruxelles).



PARCOURS DE TÉMOINS

HAÏM VIDAL SEPHIHA

La scolarité de Haïm Vidal se passe sans problème, il fréquente le Lycée de Saint-Gilles où il achève ses études secondaires en 1941. À la même époque, par l'intermédiaire de sa fiancée Vicki, qui l'a sensibilisé à la question, Haïm Vidal fréquente une association sioniste bruxelloise, La Gordonia. Il s'inscrit ensuite à l'Institut Agronomique de Gembloux pour devenir ingénieur agronome en vue d'émigrer en Palestine. Mais, trois mois après la rentrée scolaire (fin novembre 1941), il reçoit un courrier lui annonçant qu'il lui est interdit de suivre les cours à l'Institut Agronomique parce qu'il est juif.



❑ Lycée de Saint-Gilles (Bruxelles).

❑ Excursion de La Gordonia en 1941 dans les environs de Bruxelles.



❑ Rue Théodore Verhaegen, dans l'appartement familial. Yom Kippour 1941. De gauche à droite : Jacques Sephiha, David Nissim Sephiha (le père), Albert Sephiha, Elie Ariel (mari de la sœur Élise), Haïm Vidal.



La collaboration en Belgique

Pour éviter le joug d'une administration civile allemande répressive, **les autorités politiques, administratives, économiques et judiciaires belges optent pour une politique du « moindre mal »**. Celle-ci, soutenue aussi par l'Église et le « Palais », entraîne le pays dans la spirale de la collaboration économique. Si le patrimoine industriel est sauvegardé, la collaboration économique ne garantit pas le ravitaillement alimentaire du pays et ne préserve pas les ouvriers du travail obligatoire en Allemagne.

L'occupant va chercher à s'assurer de la loyauté de l'administration belge en impliquant les deux principales organisations politiques d'extrême droite d'avant-guerre : le VNV – *Vlaams Nationaal Verbond* – et Rex. Ceux-ci misent sur une victoire de l'Allemagne national-socialiste et s'engagent dans une course éperdue pour la conquête de la moindre parcelle de pouvoir. La collaboration politique de partis, groupuscules et individus adhérant à l'Ordre nouveau s'exprime aussi dans les médias, les arts, les lettres et par les armes en Belgique et sur le Front de l'Est.



▣ Volontaires flamands de l'Algemene-SS Vlanderen – Anvers, 15 août 1944.



© Musée Royal des Armées et d'Histoire militaire, n° Inv. KL.M.MRA.D.1.16.71-verso (140)



© Musée Royal des Armées et d'Histoire militaire, n° Inv. KL.M.MRA.D.1.16.65-113

▣ Affiches de recrutement pour la Waffen-SS (1942-1944). ▣



© Musée Royal des Armées et d'Histoire militaire, n° Inv. KL.M.MRA.D.1.16.02-150

▣ La milice du VNV, la *Zwarte Brigade* (Brigade noire) défile à Bruxelles.

▣ Staf De Clercq, fondateur et chef du VNV. Il meurt à Gand le 22 octobre 1942.



© Olympe

▣ Léon Degrelle, chef de Rex.



© DR

Résistance et répression en Belgique occupée

En Belgique occupée, l'Allemagne nazie installe ses propres polices :

- la **Feldgendarmarie**, qui est la police militaire ;
- la **Geheime Feldpolizei** (GFP), qui est la police secrète de l'armée. Chargée de déjouer les menaces à l'encontre des forces armées, elle luttera intensément contre les réseaux de la Résistance ;
- le **Sipo-SD** (*Sicherheitspolizei-Sicherheitsdienst*), souvent appelé « Gestapo », qui est la police politique nazie. Elle pourchasse les « ennemis du Reich » (communistes, francs-maçons, Juifs, etc.). Son importance a crû durant l'Occupation, notamment dans la lutte contre la Résistance.

Au départ, l'occupant essaie de tirer parti de son image de vainqueur plutôt que de jouer la carte de la terreur. Alors que l'Allemagne essuie ses premiers revers face aux Britanniques, des noyaux de Résistance se forment pour commémorer le 11 novembre, produire des journaux clandestins, cacher des soldats alliés ou se livrer à l'espionnage.

Le contre-espionnage infiltre les réseaux et procède à des vagues d'arrestations. Les résistants sont jetés en prison et torturés. Les exécutions commencent fin 1941 et feront plus de 1 100 victimes.

PARCOURS DE TÉMOINS

GEORGES DE BLESER

Georges De Bleser est né à Ixelles en 1911. Il se marie en 1936 et a deux enfants. Il s'engage dans la police d'Ixelles en 1937 et devient agent de quartier. À la suite de l'invasion allemande en mai 1940, il rejoint les CRAB (Centres de recrutement de l'Armée belge) en Flandre et dans le Nord de la France, mais rentre à Bruxelles après quelques mois et reprend son service à la police d'Ixelles. Son chef de service est à l'origine de ses activités de résistance.



© Archives Fondation Auschwitz



© DR

▲ La Libre Belgique – 1^{er} août 1942.

▣ Imprimerie clandestine de La Libre Belgique. Cette photo a été prise en 1944 et développée après la Libération.

▣ Août 1942. Photo prise un mois avant l'arrestation de Georges De Bleser par la Gestapo. Avec son épouse, ses deux filles Madeleine et Francine, dans les bras de la voisine.

Il commence par la distribution de tracts, de journaux clandestins. Ensuite, il trouve des abris pour cacher des personnes recherchées par la Gestapo : des syndicalistes, d'anciens combattants de la guerre d'Espagne, des aviateurs anglais, des Juifs. Il fournit, avec des complicités au sein de l'administration communale, de fausses cartes d'identité et effectue des filatures pour identifier d'éventuels collaborateurs. Le réseau auquel il appartient (la Brigade Vanwassenhove, du nom de son chef de service) est intégré au Front de l'Indépendance en 1941. Il obtient à cette occasion le grade de sous-officier. Georges De Bleser intègre également le réseau Beaver-Baton, il donne des renseignements d'ordre militaire sur l'occupant.



▣ Sabotage par le Groupe G.

Ceux qui échappent à la mort en Belgique sont généralement déportés en Allemagne, à Buchenwald, Neuengamme, Sachsenhausen, Dachau, Mauthausen ou Ravensbrück. Certains seront décapités à l'issue de leur jugement, mais la plupart endureront la violence des camps, où beaucoup meurent en raison des sévices, de la malnutrition et de l'épuisement au travail. Le Sipo-SD aménage également son propre camp de concentration en Belgique, dans le Fort de Breendonk, où il pratique tortures et exécutions.

Les Allemands tirent parti de la coopération des polices belges en matière de maintien de l'ordre, mais ils ne parviennent pas à les entraîner dans la lutte contre la Résistance. L'aide apportée par la collaboration organisée et par les délateurs est bien plus fructueuse.

La répression aura fait plus de 13 000 victimes. Environ 40 000 personnes obtiendront après la guerre le statut de prisonnier politique.



▣ Après avoir abattu un collaborateur notoire, A. Fraiteur, M. Raskin et A. Bertulot, membres de l'Armée belge des Partisans, sont interrogés, torturés et condamnés par le Conseil de Guerre de l'Oberfeldkommandantur. Ils seront exécutés par pendaison au Fort de Breendonk en mai 1943.

Progressivement, les réseaux de résistance se structurent et entrent en contact avec Londres. Des mouvements clandestins se créent aussi, à droite comme à gauche de l'échiquier politique.

Face à la répression sans pitié dont ils font l'objet depuis juin 1941 (invasion de l'URSS par les nazis), les communistes s'engagent sans réserve dans le combat clandestin, alors qu'ils s'étaient jusqu'alors surtout concentrés sur la lutte sociale.

Associant désormais antifascisme et patriotisme, les communistes mettent en place le Front de l'Indépendance, un mouvement qu'ils ouvrent à toutes les couches de la population et aux autres tendances politiques.

À droite, des groupes qui se destinaient à renforcer le pouvoir royal glissent vers la lutte clandestine contre l'occupant. C'est ainsi qu'apparaît la Légion belge, qui comprend de nombreux anciens militaires. Reconnue non sans difficulté par Londres et équipée d'armes parachutées, elle deviendra en 1944 l'Armée secrète.

En 1944, la Belgique est plongée dans un climat de terreur. La libération du pays, à laquelle la Résistance participe en harcelant l'ennemi en retraite, y met heureusement fin.

Dénoncé par un agent infiltré, il est arrêté à son domicile le 18 septembre 1942. Après un an de détention à la prison de Saint-Gilles, à Breendonk et à la prison de Forest, il parvient à échanger des lettres avec sa femme. Pendant sa détention à Forest, il reçoit un document l'informant qu'il est radié de la police. Il est déporté au camp de concentration de Natzweiler, puis à Buchenwald où il travaille successivement dans plusieurs Kommandos avant d'être affecté à la Gustloff-Werke pour la fabrication de caissons d'artillerie.

▣ Lettre datée du 15 Juillet 1943, écrite par Georges De Bleser et envoyée clandestinement à son épouse. « Poney, je lis et relis sans arrêt tes bonnes nouvelles. Cela me fait tant de bien. Ce matin, Raymond est parti pour Huy (prévenir) et moi reste. J'en déduis que pour moi ce sera l'Allemagne ma

situation étant plus grave que la sienne. En général les départs pour là-bas se font le jeudi or ce jeudi c'était pour Huy. Serait-ce la semaine prochaine ? Cette attente m'énerve, je voudrais être parti ou savoir à quoi m'en tenir. Grosses bises à tous et à ta filleule Nicole si j'ai bonne mémoire. »

L'évolution du système concentrationnaire



© Archives Fondation Auschwitz

☑ Coupure de presse : *Le règlement secret des camps de concentration allemands* (Match, 11 janvier 1940).

1939-1942

Les conséquences de l'entrée en guerre

Les camps doivent apporter la main-d'œuvre nécessaire à l'industrie de guerre. La croissance des camps s'accompagne d'un durcissement de la répression. La mortalité augmente, compensée par l'accroissement du nombre de détenus.

Le décret Nacht und Nebel (NN, Nuit et brouillard)

L'Oberkommando der Wehrmacht (OKW) promulgue le décret Nuit et Brouillard (décembre 1941). Il n'y aura plus aucune information sur les détenus arrêtés pour résistance et classés dans cette catégorie, essentiellement en France, Belgique et Pays-Bas.

☑ KZ Dachau, Janvier 1943.
Détenus au travail dans une usine d'armement



© Uteban Bild

1942-1945

Les camps dépendent alors étroitement du SS-WVHA responsable de l'économie SS. La création des camps de concentration et de leurs kommandos extérieurs se poursuit, Auschwitz (1940), Struthof (1941) et Lublin-Majdanek, en Pologne (1943), Bergen-Belsen (1943), Mittelbau/Dora (1943).

Deux systèmes fonctionnent pleinement : d'une part, le système concentrationnaire et, d'autre part, le système d'extermination (6 centres de mise à mort : Chelmno, Sobibor, Treblinka, Belzec, Lublin-Majdanek, Auschwitz-Birkenau).

Vie et mort dans les camps

Après son arrivée, le détenu est dépouillé de tout et perd sa qualité d'homme. Il va connaître les appels interminables, le travail excessif et le manque de nourriture et de sommeil, le risque dans certains camps comme Auschwitz, Buchenwald, Dachau de servir de cobaye pour des expériences médicales et d'être exécuté à la moindre incartade ou par sadisme. La résistance se manifeste surtout par des actes de solidarité, des sabotages, des évasions.

L'effondrement des camps et les marches de la mort

La fin de la guerre provoque la désorganisation des camps : surpeuplement, famine, typhus. La misère des concentrationnaires est encore aggravée par l'évacuation des camps, appelées « marches de la mort » du fait des massacres perpétrés à cette occasion le long de leur trajet.



© Bundesarchiv

☑ Détenues au travail
au camp de Ravensbrück.

1 650 000
personnes ont
été internées dans
les camps
de concentration ;
550 000 à 650 000*
personnes
y sont mortes.

(*) Chiffres ne tenant pas compte des Juifs exterminés dès leur arrivée dans les camps comprenant un centre de mise à mort.

La persécution des Juifs en Belgique

Les ordonnances antijuives en Belgique occupée

Même si, en octobre 1940, les dirigeants nazis n'ont pas encore décidé comment régler la « question juive », un ensemble de règles et de dispositions est instauré, en Belgique comme dans tous les pays occupés, pour identifier, isoler et spolier les Juifs résidant dans le pays.

Enregistrement des Juifs et de leurs biens

À partir d'octobre 1940, les Juifs sont identifiés et contraints, s'ils ont plus de 15 ans, de s'enregistrer auprès de leur commune. Toute une série de mesures économiques leur interdit l'accès aux professions de la fonction publique, de l'enseignement, du journalisme, de la médecine... Les entreprises dites « juives » sont strictement contrôlées.

Isolement des Juifs

À l'automne 1941, les Juifs doivent habiter les grands centres (Anvers, Bruxelles, Charleroi ou Liège) et respecter un couvre-feu. En novembre 1941, l'occupant institue l'Association des Juifs en Belgique (AJB) qui doit mettre sur pied un enseignement et une aide sociale spécifiquement destinés à la population juive exclue de la société.



▣ Affiche trilingue à Bruxelles : « L'entrée est interdite aux Juifs ».

Mise au travail et spoliation des Juifs

En mars et avril 1942, alors que certains Juifs sont assignés au travail obligatoire (en Belgique ou dans le nord de la France), d'autres se voient confisquer leurs biens par l'autorité allemande.

Distribution des signes distinctifs

À partir de juin 1942, les Juifs de plus de six ans sont tenus de porter l'étoile de David quand ils paraissent en public.

PARCOURS DE TÉMOINS

▣ Carte de membre (obligatoire) de Joseph Halter à l'AJB - 1942.



PAUL HALTER

En 1940, suite à l'invasion, Paul Halter rejoint les Forces belges mobilisées, en France. Il travaille dans un hôpital à Toulouse avec son frère, étudiant en médecine, puis rentre à Bruxelles. Suite aux mesures anti-juives, le père fait enregistrer sa famille comme juive et porte l'étoile jaune, ce que Paul et Samuel refusent de faire. Paul Halter s'engage alors dans la Résistance au sein de l'Armée belge des Partisans. Paul fournit à ses parents de faux papiers pour qu'ils essaient de fuir en Suisse. Malheureusement, ils se font arrêter et, via Drancy, déporter en août 1944 à Auschwitz où ils sont sélectionnés immédiatement pour la chambre à gaz.

▼ Mise au travail des Juifs en Belgique –1942.
Assèchement de marécages aux alentours de Bruxelles.



▲ Nuit de cristal anversoise. Lundi de Pâques 1941. Loin d'être une manifestation populaire et spontanée cette « Nuit de Cristal anversoise », durant laquelle deux synagogues furent brûlées et des vitrines brisées, est en réalité un coup monté par des membres de la SS flamande, de la *Zwarte brigade* et du VNV. La foule se composait de badauds passifs.

Au total, 24 908 Juifs (qui représentent environ 40 % de la population juive de Belgique) seront déportés de Malines à Auschwitz. Seul un millier d'entre eux survivront à la déportation.

Le temps des déportations

En juin 1942, les dirigeants nazis décident de déporter la population juive de France, de Belgique et des Pays-Bas vers Auschwitz. En Belgique, l'AJB convoque, sur ordre de la Sipo-SD (police du parti nazi), 10 000 personnes qui doivent se présenter à Malines pour aller prétendument travailler « à l'Est ». Le lieu précis de convocation est la caserne Dossin qui, à mi-chemin entre Anvers et Bruxelles, doit servir de camp de transit vers le camp d'extermination.

Seuls 40 % des 10 000 Juifs convoqués se présentent spontanément. La Sipo-SD fait alors procéder à des arrestations individuelles (581 personnes) qui ne s'avèrent donc pas plus « efficaces » que les convocations volontaires.

Une autre méthode est alors appliquée : les arrestations de masse. Au total, cinq rafles sont réalisées en août et septembre 1942 (quatre à Anvers et une à Bruxelles) qui mènent à la déportation d'environ 4 000 personnes. Après quoi, une chasse permanente s'abat sur les Juifs qui sont alors forcés de passer dans la clandestinité. En septembre 1943, la Sipo-SD finit par arrêter et déporter les Juifs belges.

Paul continue son activité dans la Résistance. Entre autres actions, le 20 mai 1943, il participe au sauvetage de 14 enfants juifs cachés au Couvent du Très Saint Sauveur, à Anderlecht, que la Gestapo allait arrêter.

Le mois suivant, Paul Halter est arrêté (16 juin 1943) et se déclare juif. Après trois mois de détention à la Prison de Saint-Gilles, il est emmené à Malines et ensuite déporté à Auschwitz en septembre 1943 avec le transport des juifs belges, le XXII^e convoi. À Auschwitz, il est dirigé vers le sous-camp de Furstengrube où il travaille dans les mines.

Les Belges et la Shoah

Plus de la moitié de la population juive de Belgique échappe à la déportation grâce à l'intercession de différentes autorités, aux actions concrètes de réseaux de résistance et à l'aide spontanée de milliers d'anonymes.

Mais ni le Palais Royal, ni l'Église, ni les Secrétaires Généraux ne condamnent publiquement la politique antijuive en Belgique occupée. Chargés de gérer le pays en l'absence des ministres, les Secrétaires Généraux se gardent, par ailleurs, de donner des consignes claires aux administrations et aux corps de police belges au sujet du comportement à adopter vis-à-vis des mesures antijuives. De son côté, le gouvernement en exil à Londres s'associe aux condamnations officielles des atrocités nazies et participe modestement aux velléités alliées de soustraire des Juifs au sort funeste qui leur est réservé.

De nombreux résistants aident ponctuellement la population juive. Mais seul le Front de l'Indépendance (FI, organe communiste de résistance créé au printemps 1941) inscrit la question juive au rang de ses priorités. En septembre 1942, des membres juifs du FI créent le Comité de Défense des Juifs (CDJ), soutenu financièrement et clandestinement par le gouvernement belge en exil et par l'association juive américaine, le Joint. Rassemblant toutes les tendances politiques de la communauté juive, le CDJ ne participe à aucune action de résistance armée, il se donne comme mission de fournir une aide matérielle et morale à l'ensemble des Juifs, notamment les enfants, passés dans la clandestinité.

PARCOURS DE TÉMOINS

HAÏM VIDAL SEPHIHA

C'est en revenant d'un cours que Haïm Vidal Sephiha est arrêté le 1^{er} mars 1943. Il passe deux jours à la Gestapo avant d'être emmené à Malines où l'on estime tout d'abord qu'il est un « sonderfall » (cas spécial), car né turc. Finalement, considéré comme belge, il est déporté à Auschwitz avec le premier convoi des Belges le 19 septembre 1943. Arrivé à Auschwitz, il intègre le kommando de Fürstengrube où il travaille dans les mines. Devant l'avancée de l'Armée rouge, il est évacué au camp de Dora, puis dans une caserne à Bergen-Belsen proche du camp où il est libéré le 15 avril 1945 par les Anglais. À son retour, Haïm Vidal Sephiha apprend que ses parents, turcs juifs de Belgique, ont été raflés un mois après sa déportation. Son père meurt du typhus à Dachau en mars 1945. Sa mère et ses sœurs sont déportées à Ravensbrück.



▣ Rabbini (?) emprisonné à la Caserne Dossin.

PARCOURS DE TÉMOINS



▣ La petite sœur Anne, enfant cachée dans une ferme.

DOUNIA SADOWSKI

Conformément à la prescription, le père inscrit toute la famille au registre des Juifs. Dounia se dispute avec lui à ce propos, elle quitte alors la maison familiale. Avec la complicité d'un employé communal, elle réussit à obtenir une carte d'identité sans la mention « Juive » et peut ainsi continuer à jouer. En mars 1942, touchés par les mesures économiques à l'égard des Juifs, les parents cessent leur activité commerciale. La famille entre dans la clandestinité pour échapper aux vagues d'arrestation. Dounia parvient à échapper à la Gestapo après avoir été libérée de Malines. Ses deux petites sœurs sont cachées (Anne chez des paysans flamands), mais ses parents sont arrêtés. Après un mois à Malines, ils sont déportés le 31 juillet 1944. Leur convoi arrive à Auschwitz le 2 août et ils sont jugés aptes au travail. En janvier 1945, ils font la « marche de la mort ». Le père arrive à Dachau le 2 février 1945. Le 3 mai 1945, il est fusillé. La mère est transférée à Ravensbrück, puis à Bergen-Belsen. Un mois après la libération du camp, elle décède du typhus et de la tuberculose dans un hôpital de Hambourg.

L'euthanasie et la mise en œuvre de la Shoah



▣ Gare ferroviaire près du camp d'extermination de Treblinka, en Pologne. Cette photo a été trouvée dans un album appartenant au commandant du camp, Kurt Franz.

▣ Four crématoire au camp d'extermination de Majdanek, à l'extérieur de Lublin, en Pologne.



© United States Holocaust Memorial Museum



▣ Camion à gaz identique à ceux ayant servi aux opérations d'extermination au camp de Chelmno.



▣ Déportés juifs arrivant du ghetto de Lodz au camp de Chelmno - 1942.

Deux systèmes doivent être distingués : le système concentrationnaire (l'exploitation esclavagiste des prisonniers) et le système d'extermination (l'élimination physique de toute personne nuisant à la pureté de la race aryenne, spécifiquement les Juifs).

L'Aktion « Euthanasie »

Le 1^{er} septembre 1939, Hitler signe le document ordonnant de procéder à l'euthanasie des handicapés physiques et mentaux. L'Aktion T4 est suspendue par Hitler en août 1941, alors que plus de 70 000 personnes ont été assassinées et que les milieux chrétiens commencent à protester. **Le personnel de l'Aktion T4 est ensuite employé pour l'Aktion Reinhard.**

Les Einsatzgruppen

Quatre groupes d'intervention parcourent l'arrière du front et tuent les Juifs par fusillades à Minsk, à Ponary, à Riga, à Kiev dans le ravin de Babi Yar... **1 400 000 Juifs au moins ont été tués de cette manière.**

À Wannsee, le 20 janvier 1942, quatorze responsables du Reich se réunissent pour évoquer la mise en œuvre de la « Solution finale de la question juive » en Europe.



▣ Cette image provient d'un film produit par le ministère de la Propagande du Reich. Elle a pour légende : « Une conception morale et religieuse de la vie exige que ceux qui sont malades héréditaires ne soient pas autorisés à se reproduire. »

© United States Holocaust Memorial Museum

Le SS-Sonderkommando de Kulmhof (Chelmno)

Du 8 décembre 1941 à avril 1943, et de mars 1944 à la mi-janvier 1945, de 150 000 à 350 000 victimes meurent dans les camions à gaz : surtout des Juifs mais aussi 4 500 Tsiganes.

L'Aktion Reinhard : les centres de mise à mort de Belzec, Sobibor, Treblinka

À Belzec (mars-décembre 1942), à Sobibor (mars 1942-octobre 1943), à Treblinka (juillet 1942-août 1943), les SS-Sonderkommando tuent au monoxyde de carbone produit par des moteurs 1 600 000 Juifs environ dans des chambres à gaz fixes. Des révoltes ont eu lieu partout. Les plus importantes se déroulent à Treblinka (2 août 1943) et à Sobibor (14 octobre 1943). Elles ont permis des évasions mais seule une minorité d'insurgés a pu survivre à la guerre.

On identifie 6 principaux centres de mise à mort principalement consacré à l'extermination des Juifs : Chelmno, Belzec, Sobibor, Treblinka, Lublin-Majdanek, Auschwitz-Birkenau.

© Mémorial de la Shoah / Centre de documentation Juive Contemporaine

Auschwitz-Birkenau



© Auschwitz-Birkenau State Museum Archives



© United States Holocaust Memorial Museum

Heinrich Himmler, chef des SS, visite les usines IG Farben en 1942.

SS et auxiliaires féminines du camp d'Auschwitz qui posent sur le pont de bois de Solahütte, lieu de repos des SS à 30 km au sud d'Auschwitz (photographie extraite de l'Album de l'un des officiers SS – Karl Hoecker – qui dirigeait le camp).

Centre de mise à mort

La puissance meurtrière progresse encore quand sont mis en service les grands crématoires (printemps 1943). Les médecins SS utilisent les détenus pour leurs expériences.

En février 1943, les premières familles tziganes arrivent à Birkenau, en septembre les familles juives de Theresienstadt. Les massacres redoublent en 1944 avec l'arrivée des Juifs de Hongrie et la liquidation des camps familiaux.

Le 7 octobre, le *Sonderkommando* du Crématoire IV tente une révolte désespérée.

Les SS détruisent les crématoires avant l'arrivée de l'Armée rouge le 27 janvier. Les derniers détenus quittent Auschwitz (marches de la mort).

1 300 000 personnes ont été déportées à Auschwitz. 1 100 000 y sont mortes, dont 1 000 000 de Juifs et 23 000 Tsiganes, principalement dans le centre d'extermination.

Le complexe d'Auschwitz rassemble les deux fonctions, concentrationnaire et d'extermination.

Camp de concentration et d'exploitation économique

En février 1940, à Oświęcim en Haute-Silésie, les SS créent un camp de détention dirigé par Rudolf Hoess. Le camp d'Auschwitz est conçu comme le centre d'une région SS.

En novembre 1940, Himmler décide de faire de la Silésie un grand centre agricole et industriel. Le camp emprisonne des résistants polonais et des prisonniers de guerre soviétiques et des femmes en 1942. **Les premiers gazages commencent dans le crématoire I, à la fin de 1941 ou au début de 1942.**

Au printemps 1942, les premiers Juifs sont gazés à Birkenau (Bunker I puis Bunker II). Les kommandos extérieurs se multiplient. Les premiers détenus arrivent à Monowitz fin 1942, à côté des usines chimiques de l'IG Farben.



Photos : © Mémoires de la Shoah / Centre de documentation juive contemporaine



Sélection des Juifs hongrois à Auschwitz, mai-juin 1944.



© CDJC / Coll. Comité international d'Auschwitz

Photo prise clandestinement par un *Sonderkommando*. Des cadavres sont brûlés à l'extérieur du crématoire.

La persécution des Tsiganes

Les lois raciales d'exclusion et d'internement

Il y avait moins de 30 000 Tsiganes en 1933 en Allemagne. Ils sont visés par les lois de Nuremberg (1935).

En 1936, l'Institut de recherche pour l'hygiène raciale et la biologie de la population dirigé par Robert Ritter constitue des dossiers sur les qualités raciales de chaque Tsigane.

Le 8 décembre 1938, un décret de Himmler précise que la « question tzigane » doit être abordée sous un angle racial. Les enfants tziganes sont exclus des écoles à Cologne, à Francfort-sur-le-Main, à Düsseldorf. Les Tsiganes autrichiens ayant perdu le droit de vote sont contraints au travail forcé et des centaines sont l'objet de détentions dites « préventives ».

☑ La police nazie rafle des familles tziganes de Vienne pour les déporter vers la Pologne. Autriche, septembre-décembre 1939.



☐ Groupe de prisonniers tziganes attendant les instructions, assis devant la clôture du camp de travail de Belzec – 1940.

Déportations dans le Gouvernement général : Belzec

En 1940, 910 Tsiganes de Hambourg sont envoyés dans le camp de travail de Belzec pour construire des fortifications. Ils sont ensuite dispersés dans le Gouvernement général.

Massacres par les Einsatzgruppen

Sur le front de l'Est, les Tsiganes considérés comme des espions sont fusillés par dizaines de milliers.

Les Tsiganes à Lodz et à Chelmno

5 000 Tsiganes, essentiellement autrichiens, sont déportés à l'automne 1941 dans le « ghetto » de Litzmannstadt (Lodz). La plupart ont été tués dans les camions à gaz de Kulmhof (Chelmno).

☑ Détenue tzigane arrivée au camp d'Auschwitz le 10 octobre 1943.



☐ Femmes et enfants tziganes détenues au camp d'internement de Rivesaltes – France (1939-1942).



☑ Trois enfants Tsiganes au camp d'internement de Rivesaltes – France (1941-1942).

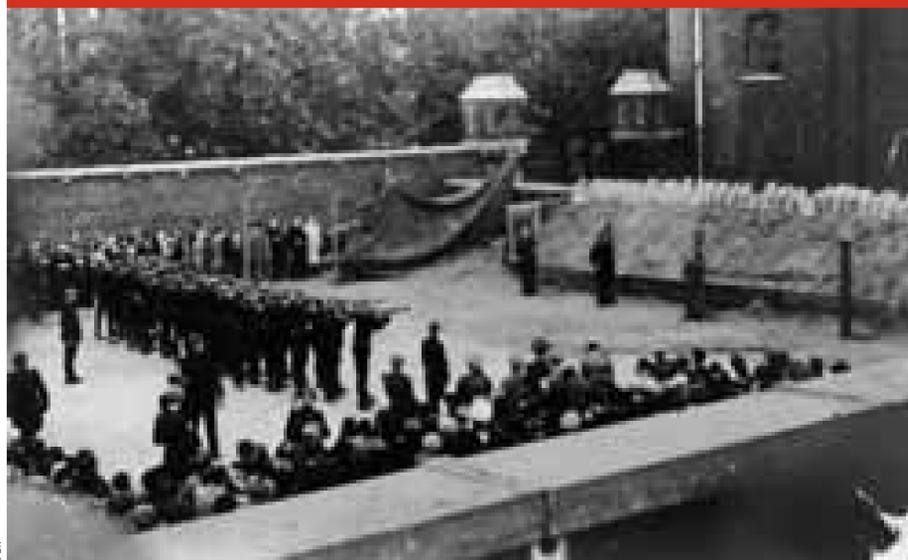
Les Tsiganes à Auschwitz

Fin 1942, par le décret Auschwitz, Himmler décide d'envoyer à Auschwitz les familles tziganes du Reich. Elles y vivent dans des conditions abominables. La plupart meurent de maladies, en particulier le typhus.

Dans la nuit du 2 au 3 août 1944, 2 897 Tsiganes sont gazés. Sur les 23 000 Tsiganes internés à Auschwitz, 85 % y sont morts.

Le bilan chiffré est difficile à établir en partie parce qu'on ne connaît pas le nombre de Tsiganes vivant en Europe avant la guerre. Les chiffres proposés vont de plusieurs dizaines de milliers de victimes jusqu'à des chiffres de l'ordre de 200 000.

La répression de la collaboration



▲ Exécution de collaborateurs à la caserne Trésignies, à Charleroi, le 14 juin 1948.

A la libération du pays, la population se déchaîne contre les « traîtres » et les « profiteurs de guerre ». Une quarantaine de milliers de personnes, arrêtées parfois de façon illégale, s'entassent dans une centaine de centres d'internement éparpillés dans tout le pays. Dès la fin du mois de septembre 1944, les tribunaux militaires vont siéger et prononcent les premières peines de mort. **De 1944 à 1949, plus de 400 000 dossiers d'« incivisme » sont ouverts par les parquets militaires. Dans plus de 80 % des cas, il n'y a pas de poursuites.** Quelque 53 000 personnes sont condamnées. Soit au total, moins d'un pour cent de la population du pays. Près de 3 000 peines de mort seront prononcées, 242 exécutées. Quant à l'épuration civile, elle frappera quelque 22 000 individus.



▲ Arrestation de collaborateurs dans la Pelikaanstraat, à Anvers, le 4 septembre 1944.



▲ Internement de suspects dans une cage du jardin zoologique d'Anvers, en septembre 1944.



▲ En 1946 se tient à Malines, devant une cour militaire, le procès des « bourreaux de Breendonk ». Vingt-trois prévenus comparaissent, accusés de crimes divers.



▲ Philipp Schmitt, officier SS, commandant du camp de Breendonk.

En Wallonie, le souvenir de la collaboration politique et de l'engagement pro-nazi francophone s'effacera jusqu'au début des années 1980 au profit d'une représentation héroïque de la résistance à l'occupant. Dans le Nord du pays, le caractère clairement antisémite, antidémocratique et fasciste des nationalistes flamands engagés dans la collaboration politique sera longtemps nié. Quant à la répression, elle sera représentée en Flandre comme un instrument de combat anti-flamand utilisé par l'*establishment* francophone.



▲ Procès de collaborateurs à Mons.

Le retour des déportés

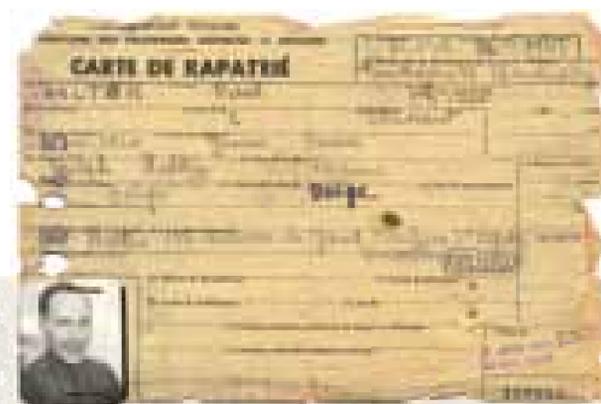
Dans l'immédiat après-guerre, des millions de personnes se déplacent à travers l'Europe. Le mot d'ordre est le rapatriement qui se déroule sous l'égide d'institutions nationales, comme le Commissariat belge au Rapatriement, agissant sur le territoire belge, et d'organisations internationales, comme l'UNRRA (United Nations Relief and Rehabilitation Administration). Les déportés font partie de l'ensemble des rapatriés (fin août 1945, 281 805 personnes ont été rapatriées en Belgique). Les déportés juifs qui vivaient en Belgique n'avaient pas la nationalité belge dans leur très grande majorité : ils retrouveront, en principe, la situation administrative qu'ils avaient en mai 1940. Ceux qui étaient en situation d'insécurité administrative affronteront à nouveau la précarité qu'ils avaient connue avant-guerre.

Il était prévu que les déportés soient accueillis dans des établissements de repos et de soins. Beaucoup ne trouveront pas de réponse adéquate à leurs souffrances. Et les séquelles psychiques ne sont alors que peu prises en considération. La plupart des déportés juifs ont perdu les membres de leur famille restés dans leur pays d'origine et nombre de leurs proches qui vivaient en Belgique ont disparu. Le premier cercle de solidarité, la famille, leur manque.

La diversité et la méconnaissance des réalités de la déportation, la situation mouvante d'un pays en pleine reconstruction politique, économique et sociale entraînent une confusion des statuts et des incompréhensions qui laisseront des traces durables.



☑ Groupe de femmes belges et françaises à la libération du camp de Ravensbrück. Germaine et Esther Sepiha se trouvent en haut à gauche.



☑ Carte de rapatrié fournie par la France.

PARCOURS DE TÉMOINS

HAÏM VIDAL SEPHIHA

En tant que femmes turques, la mère et les sœurs de Vidal Sepiha sont échangées contre des Allemands faits prisonniers en Turquie. C'est ainsi qu'elles se retrouvent assignées à résidence à Istanbul en 1945. Grâce à l'intervention de la Croix-Rouge Internationale, les femmes turques rescapées de Ravensbrück rentrent à Bruxelles après neuf mois.

DOUNIA SADOWSKI

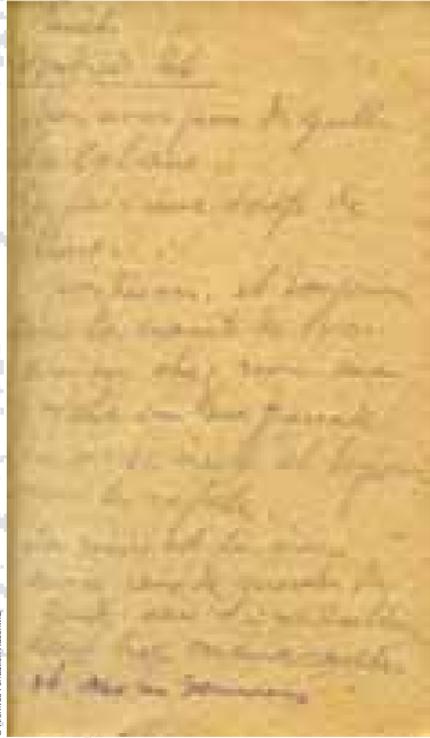
Après la Libération, Dounia et ses deux sœurs vivent ensemble. La petite sœur ne parle plus que le néerlandais et garde son nom d'enfant caché. Les trois sœurs sont aidées par une tante. Elles récupèrent quelques meubles. Toutes les machines de l'atelier des parents ont été volées. Dounia reprend son activité de comédienne et poursuit sa carrière. Elle épouse le dessinateur et scénographe Serge Creuz.

PAUL HALTER

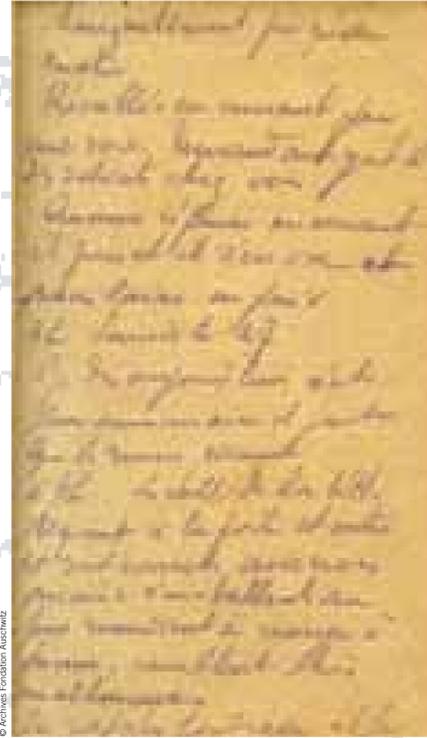
Il échappe à la marche de la mort. Après la libération du camp, il reste un mois à Lublin, passe par Odessa où il embarque sur un bateau anglais pour Marseille. Les Russes avaient donné aux rescapés des uniformes soviétiques, raison pour laquelle il est rentré habillé en soldat russe. Il arrive à Bruxelles en avril 1945.

GEORGES DE BLESER

Le 11 avril 1945, le camp de Buchenwald est libéré et les détenus accueillent les Américains peu de temps après. Un Comité clandestin se met en place et rassemble les détenus par nationalité. Du 26 avril au 7 mai 1945, les détenus belges attendent leur rapatriement à l'aérodrome de Weimar dans les bâtiments de la Luftwaffe. De retour en Belgique, il reçoit cinq mois de congé avant de réintégrer la police communale. Il est reconnu prisonnier politique et est auditionné par l'Auditorat militaire lors des procès des tortionnaires SS belges.



« nuit.
Vendredi 26
Nous avons peur de quitter
la cabane.
Je fais une soupe de
choux.
Nous dînons. et toujours
avec la crainte de voir
arriver chez nous une
rafale ou une grenade
La soirée vient et toujours
sous les rafales.
La nuit est là nous avons
cessé de monter des
gardes car les mitrailleuses sont
trop menaçantes
et nous dormons... »



« tranquillement (*sic*) jusqu'au
matin
Réveillés en sursaut par
une voix. Demandant y a t il
des soldats chez vous.
Aucune réponse ne venant
il jure et il s'en va et
nous laisse en paix.
3h. Samedi le 27
Je dis aujourd'hui c'est
mon anniversaire il faut
que
les russes viennent
à 4h. Les soldats de la WH.
Toquent à la porte et "entre" (*sic*)
et sont corrects avec nous
mais s'installent au
feux (*sic*) mendient à manger à
fumer, semblent très
malheureux.
Les rafales font rage et le... »

Le carnet de Maurice Goldstein

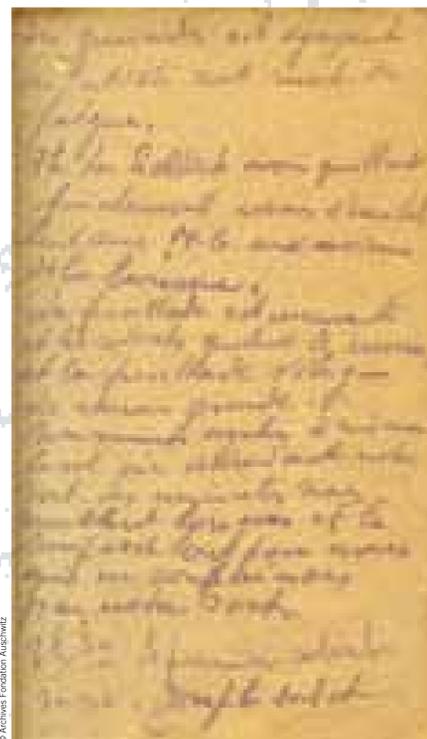
Le 18 janvier 1945, les SS évacuent Auschwitz. Pour 58 000 prisonniers commencent alors les « marches de la mort ». Seuls 7 600 prisonniers restent dans le camp, pour la plupart des malades, mais également des médecins et des infirmiers. Parmi ceux-ci, Maurice Goldstein, déporté à Auschwitz en octobre 1943, est infirmier à l'hôpital du camp. Le lendemain de l'évacuation, il découvre, dans une baraque à moitié incendiée, un petit carnet vierge. Il y note le récit des derniers instants du camp et son retour en Belgique.

Les huit jours qui séparent l'évacuation du camp par les SS de l'arrivée de l'Armée soviétique sont des jours d'angoisse. De multiples dangers subsistent : bombardements aériens, retour des SS pour « liquider » les malades ou incendier des baraquements. S'ajoute à cela la désorganisation totale du camp, les problèmes d'approvisionnement, les multiples tensions, pillages et règlements de compte.

Le 27 janvier 1945, l'Armée rouge place le camp sous son autorité, le péril nazi est définitivement écarté. Rien n'est alors organisé pour le rapatriement. Le 1^{er} février, Maurice Goldstein quitte le camp avec quelques compagnons. Par train et camion militaire, il se rend à Lublin où se trouve une mission française. Il est enfin évacué vers Odessa, puis vers Marseille en bateau où il arrive le 5 avril. Le carnet se termine le 11 avril à Paris avant de prendre le train pour Bruxelles.



« le camarade comprend
et promet de revenir nous
chercher
une demie heure (*sic*) plus tard
un second soldat qui
nous parle.
Nous entendons toujours les
grenades et les sifflements des
grenades.
Plus tard bruit devant la
porte. Hans sort avec Franz
Le fusil entre en action
Nous avons un moment
peur. le soldat nous fait
tous quitter la baraque.
Nous sommes fouillés. Ils
fouillent encore la cabane
et puis s'installent en amis
Au petit jour un soldat
nous reconduit au camp... »



« des grenades est agaçant
Les soldats sont "mort" (*sic*) de
fatigue.
7h. Les soldats nous quittent
finalement mais s'installent
avec M.G. aux environs
de la baraque.
La fusillade est incessante
et les soldats quittent les environs
et la fusillade s'éloigne
Le canon gronde.
Nous sommes couchés à même
le sol en attendant notre
sort. Les minutes nous
semblent longues et le
temps est long pour nous
qui ne connaissons
pas notre sort.
8h30 Le premier soldat
russe. Joseph sort et... »

Témoignages, mémoires, transmission

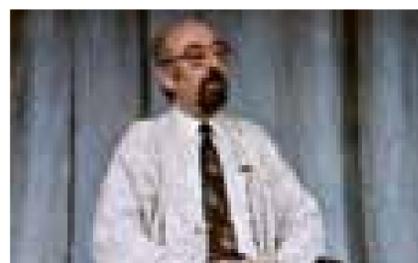
Sitôt la Seconde Guerre mondiale terminée, la question de la mémoire se pose. Elle est au carrefour d'enjeux politiques et humains cruciaux. Préserver la mémoire d'une violence qui a renversé toutes les normes, qui n'a eu aucune limite, ne concerne pas seulement le passé, mais tout autant le présent.

Les survivants ne sont pas toujours prêts à témoigner, il leur faudra parfois plusieurs décennies pour trouver, retrouver les mots. Parce qu'ils doivent, d'abord, reprendre pied le monde auquel ils ont été brutalement arrachés par la répression et les rafles antisémites. Nombre d'entre eux sont seuls, leur famille ayant été assassinée la plupart du temps dans les chambres à gaz d'Auschwitz-Birkenau. Parmi eux se trouvent des enfants ou des adolescents qui ont survécu en étant cachés dans des structures ou des familles d'accueil.

Comment se construire une existence alors qu'ils ont perdu ce qu'ils avaient de plus cher ?

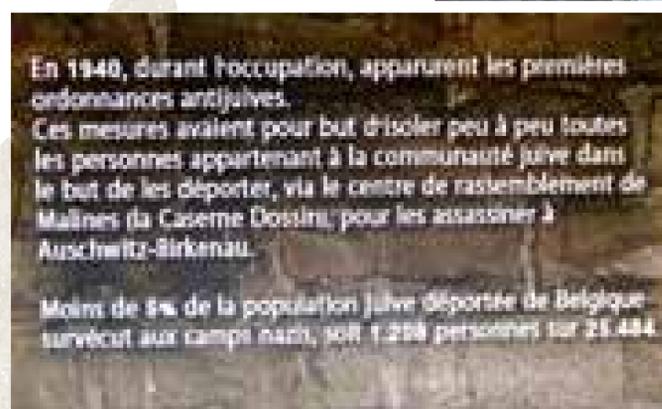
La Fondation Auschwitz a été créée en 1980 par l'Amicale Belge des Ex-Prisonniers Politiques d'Auschwitz-Birkenau, Camps et Prisons de Silésie, avec pour objectif la préservation et la transmission de la mémoire du génocide des Juifs et des crimes nazis. À cette première mission, se sont ajoutées la collecte et la préservation d'archives, puis des tâches d'information culturelle et historique et, enfin, la nécessité de soutenir la recherche.

Car de nombreuses zones de cette histoire demeuraient encore grises, obscures, inconnues.



De haut en bas : Maurice Pioro, Maurice Goldstein, Henri Kichka et Héléne Gancarska.

Ces photos proviennent des archives de la Fondation Auschwitz. Elles sont extraites d'enregistrements vidéo des témoignages de rescapés, réunis dans le film 1930-1942. Mémoire juive du quartier Marolles-Midi. Bruxelles réalisé par Marta Marin-Domine.





▲ Centre Communautaire Laïc Juif (CCLJ), Bruxelles. ▲



▲ CEGES, Bruxelles. ▲



▲ La cellule Démocratie ou barbarie (Dob), Bruxelles.

Transmettre la mémoire, garantir les valeurs éthiques de la démocratie et soutenir la lutte contre l'antisémitisme et le racisme, informer les publics de tous âges et encourager la recherche scientifique.

De telles tâches n'échoient ni à un homme, ni à une institution. Chacun à sa façon, de nombreux centres poursuivent des objectifs analogues et entretiennent entre eux des relations de coopération et de mise en commun. Ainsi, depuis le tournant des années 1970, un fort réseau mémoriel s'est progressivement tissé à travers toute la Belgique.



Parce que rappeler les crimes du passé constitue le socle sur lequel lutter contre les extrémismes d'aujourd'hui.

▼ Institut des Vétérans-INIG, Bruxelles.



▲ Le fort de Breendonk.



▲ Le fort de Huy, musée national de la Résistance. ▲



▼ Territoires de la Mémoire, Centre d'Education à la Résistance et à la Citoyenneté, Liège. ▼



▼ Le futur musée de la caserne Dossin, Malines. ▼

